

# PERSPECTIVES

III DOSSIER IDENTITÉ DE GENRE

## Je est un(e) autre

De plus en plus de jeunes, comme Zachary\*, souhaitent changer d'identité de genre

Un nombre croissant de jeunes vivant une discordance entre leur sexe à la naissance et leur identité de genre consultent un spécialiste pour entreprendre une transition vers le genre qu'ils souhaitent.

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR



Zachary a commencé à ressentir un malaise à l'âge de 10 ans, au moment de sa puberté. C'est en faisant une recherche sur la diversité sexuelle LGBT, en 6<sup>e</sup> année, qu'il a découvert la cause de son trouble, décrit dans la fameuse lettre « T ». Après quelques mois de questionnement et de réflexion, il a annoncé à ses parents qu'il était un garçon et non la fille à qui ses parents croyaient avoir donné naissance. Et il réclamait d'être appelé désormais Zachary.

Ebranlés, ses parents ont accepté de s'adresser à lui au masculin, mais uniquement dans l'intimité de leur famille. « Il y avait surtout de notre part une méconnaissance. Zachary avait fait un long cheminement que nous n'avions pas fait de notre côté. On s'est demandé au départ si ce n'était pas une phase de la puberté, de l'adolescence », se rappelle la mère de Zachary.

Dès la puberté, Zachary a commencé à se sentir différent des autres filles de son âge et à se sentir plus proche des garçons. Il a coupé ses cheveux. Pour aller à la plage, il refusait de porter un maillot de bain de fille, préférant plutôt un short et un t-shirt.

« J'ai ressenti un malaise dans mon corps, parce que les garçons se transformaient autour de moi. Mon corps, lui, ne se transformait pas comme le leur », confie Zachary. Au fur et à mesure que la voix de ses amis garçons muait, que des poils apparaissaient sur leurs visages, son malaise s'intensifiait.

« Nous avons d'abord attribué son impression d'être différent de ses camarades à une certaine précocité intellectuelle. Puis, on a cherché de l'aide pour comprendre, pour savoir comment faire. Et on a abouti au Centre de santé Meraki, spécialisé pour les jeunes trans, qui nous a dirigés vers des sexologue et psychologue qui ont diagnostiqué une dysphorie de genre », raconte la maman.

La psychologue a encouragé Zachary à faire son *coming out* à toute la famille, puis à ses amis. Ses parents ont fait les démarches auprès de l'école pour qu'on change son prénom et la mention de sexe. En septembre 2018, Zachary est retourné à l'école comme garçon, sous le nom de Zachary.

### De plus en plus précoce

Au Centre d'orientation sexuelle de l'Université McGill (COSUM), la majorité de la clientèle trans a de 14 à 25 ans. « Les personnes qui s'affirment trans sont plus jeunes qu'avant. Elles commencent à consulter des spécialistes au début de la puberté, au moment où elles se questionnent sur leur genre.

C'est à l'adolescence que la dysphorie de genre devient claire », précise le D<sup>r</sup> Richard Montoro, directeur du COSUM. Selon des études menées à Utrecht et à Toronto, l'explosion actuelle



Dès le début de sa puberté, Zachary a commencé à se sentir différent des autres filles de son âge et plus proche des intérêts des garçons.

VALÉRIAN MAZATAUD  
LE DEVOIR

des consultations serait surtout le fait d'adolescents.

Au Centre métropolitain de chirurgie de Montréal (CMC), la seule clinique au Canada où on pratique des chirurgies d'affirmation de genre, on a remarqué une hausse notable du nombre de jeunes qui consultent des spécialistes pour faire une transition de genre et subir les chirurgies pour y parvenir.

Les chirurgiens procèdent donc de plus en plus souvent à des mastectomies chez des adolescentes de 16 ans éprouvant un irrésistible désir d'être des hommes et des chirurgies génitales chez des jeunes de 18 ans.

« Les jeunes enfants qui expérimentent en jouant à être un autre genre que le leur, c'est tout à fait normal et aucunement le signe d'une dysphorie », souligne le D<sup>r</sup> Montoro, professeur de psychiatrie à l'Université McGill. « La dysphorie de genre se manifeste quand l'enfant croit ou veut être de l'autre sexe que le sien, et que ce comportement persiste pendant au moins six mois », explique-t-il. La dysphorie de genre peut se manifester très tôt, dès que l'enfant commence à parler.

Le fils d'Alexandre Mailly, âgé de six ans, a toujours eu des centres d'intérêt dits « féminins », différents de ceux de ses deux frères. « Il préfère les arts, aime peindre et peut rester des heures à regarder sa mère se maquiller, s'appliquer du vernis. Il adore porter des robes. À trois ans, il nous a dit qu'il était une fille. En septembre 2018, il nous a annoncé qu'il voulait être une fille et vivre comme une fille », relate M. Mailly, qui soutient son enfant dans

sa transition vers le genre féminin dans la famille élargie et à l'école.

Un autre parent raconte que sa fillette de trois ans lui avait dit spontanément : « Maman, je n'aime pas la fille qui est sur moi ! » Une phrase qui trahissait la profonde impression d'habiter un corps qui ne lui appartenait pas.

### Intervenir tôt, mais doucement

La plupart des personnes trans ne sont pas suicidaires, mais le taux de suicide, de dépression, d'anxiété, de toxicomanie et d'alcoolisme y est plus élevé, d'où l'importance d'intervenir tôt. « Le plus tôt [se fait la] transition, plus le taux de psychopathologies est semblable à celui de la population générale. Si la dysphorie a débuté durant l'enfance et qu'à l'adolescence on procède à des interventions hormonales, puis chirurgicales, des études démontrent que les taux de [troubles psychologiques] ne diffèrent pas de ceux de la population générale », affirme le D<sup>r</sup> Montoro.

« Quand je parle d'intervenir tôt, il s'agit d'une transition sociale et d'une transition hormonale », ajoute ce médecin, car les chirurgies génitales ne peuvent être réalisées avant l'âge de 18 ans, et les mastectomies, elles, pas avant l'âge de 16 ans.

Des bloqueurs de puberté peuvent par contre être administrés aux jeunes atteints d'une dysphorie sévère, afin de retarder la puberté. « Cela donne le temps à l'enfant et à ses proches de voir comment le malaise évolue. S'il persiste, on passera à l'hormonothérapie », explique le D<sup>r</sup> Pierre Brassard, président du CMC.

Idéalement, la chirurgie génitale — surtout celle d'homme à femme — est repoussée le plus longtemps possible pour permettre le plein développement des organes sexuels. Car une croissance insuffisante du pénis et des testicules peut entraver la réussite de la chirurgie et nuire à long terme à la vie sexuelle.

« Il faut donc décider du traitement au cas par cas. Pour cette raison, on est en discussion avec les experts du Centre de santé Meraki pour établir des normes quant à l'âge pour commencer à traiter. »

Comme Zachary avait déjà des règles et traversé l'essentiel de sa puberté quand sa dysphorie a été diagnostiquée, des bloqueurs d'hormones féminines lui ont été prescrits pour supprimer ses menstruations.

« C'est rassurant pour moi de savoir qu'il n'y aura pas d'autres modifications sur mon corps que je ne veux pas. Ces hormones m'ont soulagé de cette peur constante de me réveiller dans un corps différent de celui que je suis censé être. J'ai l'impression qu'on me laisse enfin enlever un déguisement », dit Zachary.

L'adolescent a maintenant hâte de prendre la testostérone qui transformera un peu plus son corps en celui qu'il veut être. « Ce n'est pas que je veux être un garçon, corrige-t-il, c'est que je suis un garçon... qui n'est pas né dans le bon corps. »

Avec la collaboration d'Annabelle Caillou

\* Le nom a été changé pour préserver l'anonymat.

Ce n'est pas que je veux être un garçon, c'est que je suis un garçon qui n'est pas né dans le bon corps

ZACHARY



LA CHIRURGIE • CHANGER DE GENRE SANS CHANGER DE SEXE • TROUVER SON IDENTITÉ • B 2 ET B 3



**BREXIT**  
Une saga sans fin et sans surprise, selon Pascal Lamy  
B 4

**ÉDUCATION**  
Notes de terrain, la chronique de Normand Baillargeon  
B 4

**POLITIQUE**  
La vraie nature de la CAQ, la chronique de Michel David  
B 5

## III RÉASSIGNATION SEXUELLE

# La chirurgie pour faire la paix avec son corps

L'intervention peut soulager certaines personnes trans souffrant d'une dysphorie de genre



Le Dr Pierre Brassard, chirurgien au Centre métropolitain de chirurgie à Montréal

MARIE-FRANCE COALLIER LE DEVOIR

**J'ai vu l'effet extraordinaire qu'a eu la chirurgie sur cette personne [sa première patiente] et la souffrance qui l'assaillait jusque-là. Sa réaction m'a convaincu de continuer à faire ce genre de chirurgies. Il n'y a pas meilleur patient qu'un patient trans.**

Dr PIERRE BRASSARD



PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Depuis sa tendre enfance, Isabelle Giguère se sentait femme, dans un corps d'homme. Au terme d'un long cheminement psychologique, elle a réalisé qu'elle ne serait vraiment heureuse que si on supprimait ses organes génitaux masculins pour les remplacer par ceux d'une femme.

Nicolas Niquette, lui, a refoulé tout au fond de lui jusqu'en 2015 cet étrange malaise apparu à l'âge de 24 ans. C'est lors d'une conférence sur l'identité de genre qu'il a compris l'origine des idées suicidaires qui venaient parfois le hanter, lui qui avait pourtant tout pour filer le parfait bonheur avec sa conjointe, son fils de 22 ans et une carrière enviable.

## Une explosion

Au Centre métropolitain de chirurgie (CMC) de Montréal, la seule clinique spécialisée en chirurgie de réassignation de sexe au Canada, près de 500 personnes ont eu recours au bistouri l'an dernier seulement, et plus de 8300 depuis la création de la clinique en 1990. Au cours des cinq dernières années, pas moins de 1888 femmes trans s'y sont présentées pour transformer leur sexe en un organe pleinement féminin, et 264 hommes trans pour obtenir un sexe masculin. Les trois chirurgiens y ont procédé autant à des mastectomies chez des adolescentes de 16 ans en transition qu'à une intervention chez un homme de 78 ans ayant attendu le décès de sa conjointe pour vivre pleinement sa réelle identité de genre.

« L'acceptation sociale, ces dix dernières années, a fait évoluer les mentalités. Les gens en parlent, les enfants se manifestent. En facultés de médecine, on n'entendait pas parler de ça, maintenant, on doit informer [les] étudiants. Et de plus en plus de psychologues et de travailleurs sociaux s'y spécialisent », souligne le Dr Pierre Brassard, chirurgien au CMC.

Autre effet de cette plus grande acceptation sociale, les délais d'attente

pour obtenir un rendez-vous au Centre d'orientation sexuelle de l'Université McGill (COSUM) sont passés en cinq ans de 6 à 8 semaines, jusqu'à 6 à 8 mois aujourd'hui.

## Une souffrance profonde

Mais avant d'entreprendre une transition vers l'autre sexe, chacune de ces personnes doit se voir diagnostiquer une dysphorie de genre, une pathologie médicale reconnue par le DSM-5, la dernière version du *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*. La dysphorie de genre est la souffrance ressentie par les personnes dont le sexe biologique ne correspond pas au genre auquel elles s'identifient. Ces personnes éprouvent un malaise, plus ou moins grave, ainsi qu'un fort désir d'être traitées comme l'autre genre, voire d'être de l'autre sexe, au point de vouloir changer leur corps médicalement et chirurgicalement pour qu'il corresponde plus fidèlement à leur identité de genre.

À ce jour, « aucune cause psychosociale n'a été trouvée. Par contre, quelques études semblent démontrer que le cerveau des personnes trans ressemble plus à celui du sexe ressenti qu'à celui du sexe biologique à la naissance », relate le Dr Richard Montoro, professeur de psychiatrie à l'Université McGill. « Ce sont des recherches naissantes, mais elles semblent indiquer que le cerveau des personnes trans est différent de celui des personnes cisgenres [dont le genre ressenti correspond au sexe biologique à la naissance]. Il est très possible que des facteurs environnementaux, biologiques et génétiques influent pendant la grossesse. Mais on en sait peu encore. »

## Transition, le début

Une fois décelée, cette condition peut être traitée par une transition vers le genre ressenti. Un traitement qui débute toujours par une hormonothérapie. Dans certains cas, cela peut suffire à apaiser la dysphorie. Si l'inconfort associé à l'incongruence entre le genre ressenti et le sexe biologique de la per-



# Toute une vie pour trouver son identité

Après avoir aimé une femme et eu deux enfants, Isabelle Giguère a fait le grand saut

ANNABELLE CAILLOU  
LE DEVOIR

Son plus grand rêve d'enfant était de pouvoir porter des jupes. Au secondaire, les formes féminines de ses amies lui faisaient tourner la tête. Mais ce n'est qu'après avoir soufflé ses 53 bougies que la réalité lui a sauté aux yeux : Isabelle Giguère était née avec un corps qui ne lui convenait pas, celui d'un homme.

« Quand j'ai vu l'entrevue de Caitlyn Jenner [une animatrice nord-américaine transgenre qui était autrefois un athlète olympique médaillé d'or], j'ai commencé à me poser des questions, à regarder des vidéos YouTube de personnes trans, de leur parcours. Tout de suite, je me suis identifiée à ces personnes-là », confie au *Devoir* cette bibliothécaire, originaire de Montréal.

Pendant longtemps, elle ignorait l'existence même des personnes trans et imaginait encore moins en être une. Il y avait eu pourtant « des signes avant-coureurs », dit-elle. À 5 ans, elle

était déjà particulièrement attirée par les vêtements féminins et rêvait de porter des jupes ou des robes. À l'âge adulte, elle a d'ailleurs pris plaisir à s'habiller dans les rayons des femmes, choisissant des vêtements unisexes et s'aventurant même parfois à porter des tuniques et des leggings.

« À mes 40 ans, j'avais décidé de porter des jupes pour hommes pendant un an — mon ex-conjointe avait accepté —, mais j'ai arrêté avant que mon plus grand fils entre à l'école pour ne pas qu'il se fasse intimider », se souvient-elle.

À bien y réfléchir, Isabelle reconnaît s'être toujours sentie différente, trouvant un certain « inconfort » à vivre dans le corps et le genre qu'on lui avait assigné à la naissance.

## Parcours de transition

« Aujourd'hui, j'ai bientôt 57 ans, et ça m'a pris quatre ans pour arriver à la fin de mon parcours personnel : l'opération de changement de sexe. »

Le 11 mars dernier, après plus d'un an d'attente, Isabelle a enfin eu son rendez-

vous pour une vaginoplastie au Centre métropolitain de chirurgie (CMC), dans le nord de Montréal, la seule clinique au Canada à offrir des chirurgies de confirmation de genre. C'est d'ailleurs lors de son dernier jour dans la maison de convalescence reliée au CMC que *Le Devoir* l'a rencontrée, quelques heures avant qu'elle ne retrouve son quotidien.

## Un premier pas

Avant d'en arriver là, Isabelle avait tout d'abord changé la mention de sexe et son prénom sur ses papiers d'état civil. Elle se souvient encore d'avoir pris une journée de congé pour changer son nom partout où c'était nécessaire, comme à sa banque ou à la SAAQ. « J'étais tellement heureuse [...] C'a été vraiment une grosse étape de pouvoir m'identifier avec mon nouveau prénom. »

Elle a aussi commencé à prendre des hormones féminines dès octobre 2016. Au bout de quelques mois, la texture de sa peau était moins huileuse, son odeur corporelle était différente et elle se sentait plus calme. Sa silhouette est de-

venue plus féminine : elle avait des hanches, une taille et de la poitrine.

« [Mais] quand je me regardais dans le miroir, il y avait vraiment un *clash* [car] j'avais toujours des organes génitaux masculins et ça ne marchait pas du tout dans ma tête. » Et même si elle était terrorisée à l'idée de « se faire découper au scalpel », elle avait besoin de cette opération de réassignation sexuelle pour « se sentir complète ».

## Le rejet d'un fils

Une semaine après sa vaginoplastie, Isabelle ne peut contenir sa joie. « C'est comme naturel maintenant. [...] Mais vu que c'est un nouveau corps, on repart à zéro, je vais devoir l'approprier. » Elle se dit toutefois bien dans sa peau, ayant plus confiance de pouvoir désormais rencontrer quelqu'un, « une amoureuse ».

Regrette-t-elle d'avoir passé plus de la moitié de sa vie enfermée dans un corps masculin ? « Non, sinon je n'aurais pas eu mes garçons, confie-t-elle. J'ai eu une belle vie. Même s'il y a tou-

**J'ai bientôt 57 ans, et ça m'a pris quatre ans pour arriver à la fin de mon parcours personnel : l'opération de changement de sexe**

ISABELLE GIGUÈRE



sonne persiste, celle-ci peut envisager des chirurgies : une mastectomie, une vaginoplastie ou une phalloplastie, selon le cas. Il y a toutefois des préalables avant de pouvoir subir de telles interventions, déterminés par l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres (WPATH).

Pour les chirurgies irréversibles comme les vaginoplasties et phalloplasties, le patient ou la patiente doit fournir deux lettres de professionnels de la santé attestant la dysphorie de genre, avoir suivi une hormonothérapie pendant au moins un an et avoir vécu dans le genre désiré au moins 12 mois.

#### Vers un corps de femme

Lors de sa transition, Isabelle Giguère a commencé par prendre des bloqueurs de testostérone et apposer des timbres d'oestrogènes sur sa peau. Ces hormones ont induit des changements corporels, dont la poussée des seins. Elle a toutefois réalisé que sa dysphorie persistait et ne disparaîtrait que quand ses organes génitaux masculins seraient retirés pour faire place à des organes féminins, grâce à une vaginoplastie. « La plupart des trans-femmes finissent par subir une vaginoplastie, car leur dysphorie découle plus de leurs organes génitaux externes que de leurs traits plus masculins », souligne le Dr Pierre Brassard, chirurgien au Centre métropolitain de chirurgie (CMC).

La vaginoplastie consiste à utiliser les organes génitaux masculins pour construire une vulve comprenant une cavité vaginale. Pour ce faire, on utilise la peau du pénis qu'on inverse comme un gant retourné à l'envers, ainsi que la muqueuse de l'urètre (conduit reliant la vessie à l'extérieur) et la peau du gland. « Sur la vulve, on fait des détails, comme des petites lèvres, un clitoris et un capuchon sur le clitoris, qui est l'équivalent du prépuce chez l'homme. Il est rare qu'on manque de tissu, mais si c'est le cas, on prend de la peau sur la cuisse. Pour fabriquer un clitoris, on récupère une partie du gland du pénis qui est normalement attaché à des vaisseaux

#### Chirurgies réalisées au Centre métropolitain de chirurgie (CMC)

Opérations	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Chirurgie génitale de transition homme à femme	241	245	247	309	376	470
Chirurgie génitale de transition femme à homme	38	27	55	45	51	48
Autres chirurgies	206	240	293	295	543	394
<b>Total</b>	<b>485</b>	<b>512</b>	<b>595</b>	<b>649</b>	<b>880</b>	<b>912</b>

Précision : la catégorie « Autres chirurgies » peut contenir des mastectomies, des constructions de l'urètre, des implants pénis ou testiculaires et autres corrections.

Données Centre métropolitain de chirurgie (CMC)  
Infographie Le Devoir

sanguins et à des nerfs qui courent sur le dos du pénis, et on dépose cette bandelette neurovasculaire sur la vulve », explique le Dr Brassard.

Les femmes trans peuvent ensuite recourir à d'autres chirurgies esthétiques féminisantes, notamment pour adoucir la bosse frontale, relever les sourcils, avancer la ligne des cheveux, modifier le nez pour le rendre plus fin, ajouter des pommettes, réduire l'angle de la mâchoire si la mandibule est trop forte, raser la pomme d'Adam et faire une addition mammaire.

Chaque semaine de leur vie, à la suite d'une vaginoplastie avec cavité vaginale, les femmes trans devront procéder à des dilatations de cette cavité afin d'éviter qu'elle ne se referme.

#### Passer de femme à homme

Pour devenir un homme, Nicolas Niquette a d'abord été traité avec de la testostérone pour modifier sa voix, induire l'apparition d'une barbe et changer la morphologie de son corps en raison d'une nouvelle répartition des graisses. Il a ensuite subi une ablation des seins, de l'utérus et des ovaires, ce qui « a accéléré la transition et a été libérateur », dit-il, avant d'ajouter qu'il voulait néanmoins « être un homme complet ».

Pour y arriver, M. Niquette a subi les deux premières étapes d'une phalloplas-

tie. Dans un premier temps, on a fermé la cavité vaginale et fabriqué un scrotum (l'enveloppe cutanée des testicules) avec la vulve, et un pénis avec la peau de l'avant-bras. Le clitoris a été conservé et caché sous la peau. Par des techniques de microchirurgie, on a procédé à des connexions nerveuses. « La sensibilité revient tranquillement dans le phallus au fil des mois grâce à une croissance progressive des axones jusqu'aux organes sensoriels de la peau », explique le Dr Brassard. Lors d'une deuxième intervention six mois plus tard, on a connecté l'urètre sortant de la vessie avec le conduit créé dans le pénis.

Nicolas Niquette subira dans quelques mois une troisième intervention pour recevoir des implants érectiles et des implants testiculaires. Pour que le pénis ait une capacité érectile, on introduit dans l'organe un petit cylindre rattaché à une petite pompe, activée par les doigts. Celle-ci permet de remplir le réservoir d'eau saline physiologique stérile pour donner au pénis un volume et une rigidité similaires à ceux obtenus lors d'une érection naturelle.

« La testostérone a un effet tellement masculinisant que les hommes trans ont rarement recours à des chirurgies masculinisantes », fait remarquer le Dr Brassard. On peut néanmoins procéder à une augmentation de la mâchoire en insérant un implant, et à une augmentation de la pomme d'Adam par des greffes de cartilage des côtes.

#### Des progrès marqués

Les techniques se sont beaucoup raffinées depuis que le Dr Brassard a commencé à faire des vaginoplasties et des phalloplasties en 1990. Les progrès effectués ont diminué les risques de complication et ont permis d'améliorer la fonction et la sensibilité des organes reconstruits, ainsi que leur qualité esthétique.

Toutefois, comme dans toute chirurgie, les complications sont toujours possibles. Elles peuvent provoquer des saignements, des infections, une déformation ou une nécrose (le tissu ne reprend

# 8300

C'est le nombre de personnes qui ont eu recours au bistouri depuis la création du Centre métropolitain de chirurgie à Montréal, en 1990, la seule clinique spécialisée en chirurgie de réassignation de sexe au Canada.

pas vie et meurt). Mais ces complications se résolvent généralement en quelques jours, voire quelques semaines. Les complications graves, comme une embolie pulmonaire, sont rarissimes.

Le Dr Brassard se souviendra toujours de sa première patiente, une femme chez qui il a réalisé une phalloplastie. « J'ai vu l'effet extraordinaire qu'a eu la chirurgie sur cette personne et la souffrance qui l'assailait jusque-là. Sa réaction m'a convaincu de continuer à faire ce genre de chirurgies, confie-t-il. Il n'y a pas meilleur patient qu'un patient trans. Toutes les semaines, je me fais dire : vous m'avez sauvé la vie, docteur ! C'est fantastique ! Ça me redonne des forces parce que ce n'est pas toujours facile comme travail : il y a des complications, des insatisfactions, des regrets. Certains patients, bien que très rares, regrettent ou sont déçus du résultat, qui ne correspond pas exactement à ce qu'ils avaient imaginé. Ces regrets peuvent être dus à un trouble d'adaptation à leur nouveau corps. Mais, heureusement, pour la majorité, tout se passe bien. »

NDLR : L'expression « réassignation de sexe », retenue par la World Professional Association for Transgender Health qui définit les standards de soins à privilégier pour les personnes trans, a été utilisée dans nos textes pour en faciliter la compréhension. Il n'existe toutefois pas de consensus sur le terme à utiliser pour désigner ce processus de transition. Les associations de personnes trans et certains chercheurs choisissent plutôt de parler de confirmation ou d'affirmation du genre.

Les trois chirurgiens du CMC ont procédé autant à des interventions chez des adolescentes de 16 ans que chez un homme de 78 ans



Isabelle Giguère à son dernier jour dans la maison de convalescence reliée au Centre métropolitain de chirurgie de Montréal

PHOTOS CATHERINE LEGAULT LE DEVOIR

## Changer de genre sans changer de sexe

Pour plusieurs personnes trans, la chirurgie n'est pas un passage obligé

ANNABELLE CAILLOU  
LE DEVOIR

De plus en plus de personnes trans ont recours à la chirurgie de réassignation de genre au Québec depuis que cette opération est remboursée par l'État. Se retrouver sur la table d'opération n'est toutefois pas un passage obligé pour plusieurs de ces personnes qui souhaitent opérer une transition vers l'autre sexe.

France Fortin, 59 ans, a subi une mastectomie en 2016 pour se débarrasser de sa poitrine. Cette opération lui a permis de se sentir mieux dans son corps. « À la base, je suis une femme, mais j'ai vécu toute ma vie dans ce corps en ayant l'impression qu'il ne m'appartenait pas. J'ai pleuré quand mes seins sont apparus et quand j'ai eu mes premières règles, car je ne voulais pas de ça, je n'étais pas une fille », se souvient-elle.

Pour cette travailleuse sociale, il n'est toutefois pas question de subir une opération génitale ni même de changer de prénom. « Je suis très bien comme ça, ce n'est pas nécessaire pour moi d'aller plus loin. À mon âge, je n'ai pas envie de refaire toute ma vie. »

De son côté, Isabelle Giguère s'est sentie mal dans son corps masculin depuis l'enfance. Cette bibliothécaire, qui a préféré changer son prénom et son identité de genre dans ses documents officiels, a fait de l'hormonothérapie et a récemment subi une vaginoplastie.

« C'est qu'il n'existe pas de trajectoire type pour faire sa transition », explique le Dr Richard Montoro, directeur du Centre d'orientation sexuelle de l'Université McGill (COSUM). Le recours à tel traitement ou à telle chirurgie demeure avant tout un choix personnel. Certains changeront simplement leur identité de genre à l'état civil et feront de l'hormonothérapie, d'autres ressentiront le besoin d'avoir diverses chirurgies esthétiques, d'autres iront jusqu'à la chirurgie génitale.

« Ça reflète plutôt la diversité des personnes trans, fait-il remarquer. [...] Certaines personnes éprouveront beaucoup de dysphorie de corps, leurs organes sexuels les dérangent énormément, elles évitent de les regarder dans la douche. Pour d'autres, l'inconfort se manifeste dans les interactions sociales. Elles n'aiment pas être perçues comme une femme ou un homme quand elles

se sentent autres, mais leur corps ne les dérange pas outre mesure. »

Pourtant, il y a encore quelques années, le parcours des personnes trans était largement contrôlé par le milieu médical et psychiatrique, rappelle Alexandre Baril, professeur à l'École de service social de l'Université d'Ottawa, spécialisé dans la diversité sexuelle et de genre : « On leur imposait un parcours uniforme. Une transition complète, c'était changer de nom, de prénom, d'état civil, prendre des hormones, faire certaines chirurgies allant jusqu'à la chirurgie génitale. »

Il se dit néanmoins satisfait de voir la pratique et les mentalités changer peu à peu à ce sujet. Depuis fin 2015, il n'est plus nécessaire de subir une chirurgie génitale pour pouvoir demander un changement officiel de la mention de sexe et du prénom au registre de l'état civil. Et depuis 2016, les mineurs peuvent aussi faire cette demande, avec l'avis d'un professionnel de la santé et l'accord des parents pour les moins de 14 ans.

#### Une transition coûteuse

Au-delà des choix personnels, le facteur économique modèle fortement le parcours de transition, d'après Alexandre Baril. Car si la chirurgie de réassignation de genre est remboursée au Québec par le ministère de la Santé et des Services sociaux depuis 2009, nombre d'opérations perçues comme esthétiques demeurent aux frais des patients. C'est le cas par exemple des implants mammaires, de l'augmentation de la mâchoire ou de la réduction des pommettes et du nez. C'est sans compter les frais liés au laser ou à l'électrolyse pour éliminer la pilosité, ou encore le coût de changement d'une garde-robe.

« Ce sont parfois des milliers de dollars investis pour qu'une personne se sente bien. Alors quand on met tous ces coûts dans la balance, on réalise que la couverture d'une chirurgie [d'affirmation de genre] par le gouvernement n'est qu'une dépense parmi d'autres », laisse tomber le professeur.

Le revenu annuel moyen des personnes trans au Canada étant de 15 000 \$, soit sous le seuil de pauvreté, seule une petite partie de la population trans, plus privilégiée, peut vraiment se permettre d'avoir une transition à la hauteur de ses besoins et désirs, selon lui.

Avec Pauline Gravel

jours eu une sorte de tristesse en moi, j'ai été heureuse. »

Seule ombre au tableau : le rejet de son fils et sa séparation d'avec son ex-conjointe.

#### Quelques embûches

« La première personne à qui j'ai dit [que je pensais être trans], c'est mon ex-conjointe, et ça n'a pas été facile », explique Isabelle. Pendant six mois, le sujet est resté tabou au sein du foyer. Elles ont ensuite commencé une thérapie de couple qui s'est achevée au bout d'un an par une séparation.

« Je pense qu'elle espérait que je change d'avis. Ce qui n'était pas possible ; une fois que tu sais, tu ne peux arrêter. Il n'y a pas de retour en arrière », confie-t-elle, la gorge nouée, précisant lui avoir déjà dit au cours d'une séance qu'elle préférerait « mourir comme une femme que de vivre comme un homme ».

Sa relation avec son plus grand fils, désormais âgé de 20 ans, s'est également dégradée. Ce dernier refuse de lui parler depuis son départ de la maison, à l'été 2017. « Ça a été très, très, très difficile. J'ai mis un certain temps pour me reconstruire. »

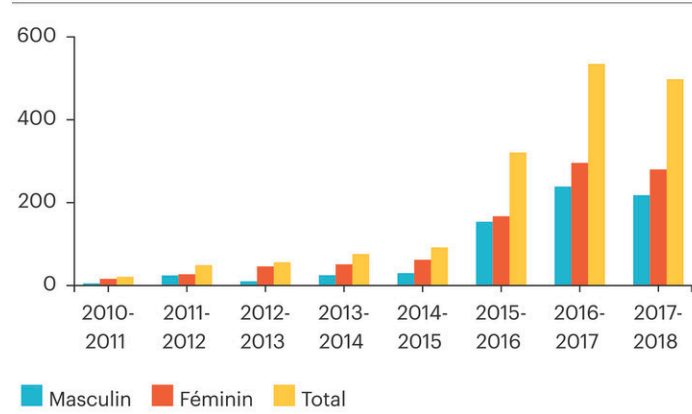
Heureusement, la nouvelle a été « merveilleusement bien accueillie » par ses parents, ses deux frères et ses collègues de travail. Certains n'étaient d'ailleurs absolument pas surpris. « Mon plus jeune fils [qui a actuellement 15 ans]

m'a même dit : "Ah, là je comprends maintenant." Car toute ma vie, j'ai été un homme féminin », précise Isabelle en riant.

Prenant un peu de recul par rapport à tout ce qu'elle a vécu dans les dernières années, la quinquagénaire s'estime tout de même chanceuse d'avoir vécu sa transition sans trop de difficultés.

« Aujourd'hui, je sors de la clinique, une amie vient me chercher et je vais pouvoir marcher dans mon quartier, faire mes courses. Je vais appeler mon fils et lui proposer de souper avec moi. J'ai hâte de retrouver ma vie », laisse-t-elle tomber, tout sourire.

#### Demandes de changement de la mention du sexe autorisées par le Directeur de l'état civil



Données Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Infographie Le Devoir

## Notes de terrain (1)

NORMAND BAILLARGEON



**J**e vous proposerai périodiquement de telles notes. Elles veulent faire connaître des choses qui se vivent et se disent sur le terrain de l'éducation. Pour les rédiger, j'interroge chaque fois des acteurs qui s'expriment de manière anonyme.

Ces textes n'ont bien entendu aucune prétention à épuiser les sujets qu'ils abordent et sont surtout une invitation à les faire connaître et à poursuivre la conversation. N'hésitez donc pas à ajouter votre voix à celles que je fais entendre ici, ni à me proposer des sujets à aborder.

Pour ce premier texte, je vous invite à une incursion dans le vaste et complexe univers de l'intégration des élèves en difficulté au primaire.

### Un bel objectif

L'ambition de notre système scolaire est grande et noble : que ses écoles et sa pédagogie ne soient plus ségrégationnistes, mais bien inclusives, et qu'elles accueillent donc la diversité des élèves et s'y adaptent.

Cette diversité se décline notamment selon les types de familles, les cultures dont proviennent les élèves, leurs profils socio-économiques, mais aussi leurs habiletés scolaires, et cela concerne les élèves qui ont des handicaps et ceux qui présentent des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage.

Certaines de ces catégories d'élèves donnent, théoriquement du moins, droit à des mesures d'appui : par exemple, la dyslexie, la dyspraxie, la dyscalculie, la dysphasie, la dysorthographe, les troubles du spectre de l'autisme ou des handicaps physiques. Pour d'autres, comme le TDAH (trouble déficitaire de l'attention, avec ou sans hyperactivité) ou les problèmes de comportement, ce n'est pas nécessairement le cas.

La recherche ne laisse guère de doute sur le fait que ces troubles sont en hausse, un phénomène qui a certainement de nombreuses causes, parmi lesquelles le fait qu'on soit plus attentif à lui et que les diagnostics sont plus et mieux posés. L'effet des médias sociaux, d'Internet et des jeux vidéo est parfois invoqué. Quoi qu'il en soit, dans le secteur public, cette clientèle représentait 13,6 % des élèves en 2002-2003 ; c'était 21,6 % en 2015-2016.

Comment nos belles ambitions se traduisent-elles concrètement ? Je vous propose un coup de sonde dans les écoles primaires, retenues parce que c'est là, au début du parcours scolaire, que les difficultés sont identifiées, et aussi parce que, contrairement au secondaire, où un élève en difficulté est vu par plusieurs enseignants, c'est ici le titulaire de classe qui l'a à (presque) plein temps.

### Sur le terrain

Voici deux enseignantes dont les propos sont représentatifs de ce que pensent les enseignantes à qui j'ai parlé.

Nadja enseigne depuis 15 ans. Elle est dans une école de quartier sans vocation particulière, mais qui perd de ses meilleurs élèves après la première année à la faveur d'une école plus sélective. Elle a 17 élèves dans sa classe plutôt que 20. C'est qu'elle a deux élèves en très grande difficulté (avec l'aide d'une orthopédagogue pour ceux-là), une élève avec des difficultés d'attention et de concentration et cinq autres en difficulté qu'elle doit surveiller de près, parce que le français n'est pas leur langue maternelle, tandis qu'un trouble de l'autisme est soupçonné chez un élève et qu'un autre n'a pas de maîtrise de soi.

**Pour ce premier texte, je vous invite à une incursion dans le vaste et complexe univers de l'intégration des élèves en difficulté au primaire.**

Elle avoue manquer un peu de temps pour les autres. Certes, les collègues se parlent et s'entraident, et la direction est coopérative, mais la tâche reste lourde. Nadja pense aussi que l'école, sur les plans physique et organisationnel, n'est pas très adaptée à cette réalité. Et elle reconnaît que sa formation ne l'a pas correctement préparée à tous ces défis. En attendant, bien des parents fortunés envoient leurs enfants au privé.

Le son de cloche est semblable chez Karine, qui enseigne depuis 20 ans, presque toujours en première année. Elle a 6 élèves en difficulté sur 18. Elle se réjouit du programme Partir du bon pied, mais déplore le manque de ressources et le peu de soutien de certains parents qui n'accordent pas à l'école l'importance qu'ils devraient lui donner. Elle est d'accord avec ce que d'autres disent et que des recherches crédibles semblent confirmer : il y a une augmentation des cas d'hyperactivité et de déficits d'attention.

Que font les directions d'école devant tout cela ? On perçoit chez elles aussi beaucoup de bonne volonté, mais on entend aussi bien des frustrations.

### Les directions

Voici les propos de deux directrices, représentatives de celles à qui j'ai parlé.

Émilie, qui vient de faire les portraits des classes de son école, me parle du manque de temps passé en classe et du peu de contacts avec les parents, de la négligence des autres élèves que le temps passé auprès de ceux en difficulté entraîne, du peu de marge de manœuvre des directions qui reçoivent et doivent suivre des directives du ministère très ciblées et avec reddition de comptes. Elle aussi souligne l'importance du programme Partir du bon pied.

Emmanuelle me parle quant à elle de cette gestion axée sur les résultats en disant que, si elle ne montre pas un grand malaise chez les enseignants, celui-ci est peut-être passé sous le radar. Elle évoque alors les portables, car il en faut pour aider certains enfants, et souligne que l'enseignant doit apprendre à se servir des logiciels qui viennent avec lui, ce qui est très demandant et ne se reflète pas nécessairement dans le bilan de gestion qui est dressé. Son sentiment, elle me le confie, est que des classes spécialisées, qui n'ont pas la cote, seraient parfois souhaitables, voire nécessaires.

### III QUÉBEC

# Le budget centriste d'un parti « pragmatique »

Le gouvernement caquiste accroît les dépenses en santé et en éducation

**C'est Philippe Couillard qui disait en avril 2018 que la Coalition avenir Québec (CAQ) était « à l'extrême droite, à la droite dure du spectre politique du Québec ». Vraiment ? Le premier budget déposé par le gouvernement Legault montre au contraire un parti résolument au centre, estiment aujourd'hui des observateurs.**

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ  
LE DEVOIR



**Q**uelque 5,2 milliards qui seront « remis dans les poches des Québécois » d'ici cinq ans ; de nouveaux investissements totalisant 16,2 milliards durant la même période : peu importe à partir de quel bout de la lorgnette on le regarde, le budget Girard présenté jeudi n'était pas particulièrement frugal. Et il n'était absolument pas de droite, constatent plusieurs.

« Ce n'est clairement pas la droite québécoise qui est dans ce budget », affirme Mia Homsy, qui dirige l'Institut du Québec (et qui fut conseillère politique du ministre des Finances libéral Raymond Bachand).

« Il n'y a même pas 15 % du coût total des annonces budgétaires qui visent la réduction du fardeau fiscal des particuliers [pourtant un thème fondateur du discours caquiste]. Il n'y a pratiquement rien sur la révision des programmes ou la diminution de la taille de l'État : on est vraiment dans les investissements en santé et en éducation, dans le nationalisme économique. »

Dans un livre publié en 2008 (*La CAQ : une idéologie à la recherche du pouvoir*), le politologue Frédéric Boily présentait la formation comme étant de centre droit. Il constate aujourd'hui que « c'est le centre qui a pris toute la place dans le budget. C'est vraiment ça : un budget centriste, avec des investissements où on ne les attendait pas non plus — en culture et en environnement, notamment. »

« Ceux qui pensaient que l'aile adéquate [parti qui a fusionné avec la CAQ en 2012] imprimerait une marque forte sur le parti, ou qui disaient que la

CAQ est vraiment un parti de droite, constatent que le budget n'est pas là du tout, ajoute M. Boily. Il y en a même au Canada anglais qui vont y trouver une composante de gauche ! »

« Il y a peut-être des factions dans ce parti qui sont encore dans le rêve adéquate, mais il n'y a pas de trace de ça dans le premier budget », acquiesce Pier-André Bouchard St-Amant, professeur à l'École nationale d'administration publique et spécialiste des finances et des politiques publiques.

### Droite dure ?

Ils ont été plusieurs à associer la CAQ à la droite au fil des ans — le député péquiste Sylvain Gaudreault évoquait par exemple en 2016 un « parti de droite populiste ». L'ancien premier ministre Couillard n'hésitait pas à aller plus loin. En 2016, il avait qualifié François Legault de « Donald Trump du Québec », cela pour dénoncer le discours caquiste sur la question de l'immigration.

Mais Philippe Couillard craignait le positionnement idéologique de la CAQ au-delà du dossier identitaire. C'est ainsi dans un débat sur les crédits budgétaires qu'il avait situé la formation « à l'extrême droite » du spectre politique québécois.

M. Couillard avait posé en preuve le recrutement par la CAQ de l'économiste Youri Chassin (maintenant député), figure de la droite économique. François Legault avait qualifié le tout de « campagne de peur ».

Mais où situer sa coalition sur l'échiquier politique ? Là-dessus, le premier ministre offre depuis longtemps la même réponse. « C'est un parti qui est peut-être à gauche sur certains dossiers, à droite sur d'autres, mais c'est un parti qui est d'abord pragmatique », disait-il l'été dernier.

Ce sont là essentiellement les mots repris vendredi par le ministre des Finances, Eric Girard. Invité à situer lui-même son budget sur l'axe gauche-droite, M. Girard a fait remarquer en point de presse que « les gens aiment bien cataloguer le fait que j'étais trésorier d'une banque, que je me suis

Eric Girard jette un coup d'œil au premier ministre Legault lors de la présentation de son premier budget, jeudi, à l'Assemblée nationale.

JACQUES BOISSINOT  
LA PRESSE  
CANADIENNE



### III ROYAUME-UNI

# Le Brexit, sans surprise une saga sans fin

Le divorce européen ne cesse de s'afficher comme un processus précipité et improvisé, juge l'ancien patron de l'Organisation mondiale du commerce

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

Toujours dans l'impasse, mais avec un peu plus de temps pour s'en sortir. Jeudi, le Conseil européen a accepté, après de longues discussions, que le Royaume-Uni reporte au 22 mai prochain sa sortie de l'Union européenne (UE), initialement prévue le 29 mars, sous condition toutefois que les députés entérinent la semaine prochaine l'accord de retrait négocié par Theresa May. Un accord qu'ils viennent pourtant de rejeter massivement à deux reprises.

54 jours de plus pour finaliser une procédure de divorce interminable, 54 jours aussi qui ne changeront sans doute rien, estime l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) Pascal Lamy, qui, en entrevue au *Devoir*, ne s'étonne pas de la tournure des événements. Selon lui, près de trois ans après un vote référendaire remporté avec 2 points de pourcentage à peine par les tenants de la séparation, le Brexit ne cesse de s'afficher comme un processus précipité, improvisé, mais surtout piloté par une première ministre britannique trop têtue pour réussir à mettre fin à la crise.

« Mme May n'a pas tout bien fait, laisse tomber cette sommité mondiale en matière de politiques commerciales et de négociation de traités. La part de son psychisme disponible pour le compromis n'est pas considérable. En Grande-

Bretagne, quand vous atteignez le poste de premier ministre, ce n'est pas grâce à des compromis, mais bien parce que vous avez écrasé vos adversaires. » Conséquence ? Sur le seuil de la porte de sortie, « les Britanniques ne sont toujours pas prêts. Ils ne sont pas prêts à une solution et pas prêts non plus à pas de solution » et c'est désormais dans un jeu en prolongation qu'ils espèrent atteindre le but qui, pourtant, depuis des mois, leur échappe.

Tout ça était prévisible, croit M. Lamy, qui a participé en 1985 aux côtés de Jacques Delors, un des pères de l'intégration européenne, à la fondation du marché unique européen, puis à l'abolition de ses frontières sept ans plus tard. « J'ai toujours pensé que ce serait extraordinairement compliqué sur le plan technique de faire sortir un œuf de l'omelette, dit-il. J'ai vu la grande complexité de cette intégration. Beaucoup de gens du côté des tenants du Brexit ont voulu faire croire que ce serait simple. » Or, le feuilleton des dernières semaines, voire des derniers mois, tend chaque jour à les contredire.

### Trop vite

« Theresa May a fait une erreur stratégique quand elle a déclenché l'article 50 de la Constitution européenne qui donne deux ans pour fixer les modalités de sortie, poursuit-il. Elle a déclenché ce processus très tôt, trop tôt, sans avoir une idée bien claire des difficultés techniques et politiques qu'elle



Pascal Lamy, en janvier 2018

ISHARA S. KODIKARA AGENCE FRANCE-PRESSE

**J'ai toujours pensé que ce serait extraordinairement compliqué sur le plan technique de faire sortir un œuf de l'omelette**

PASCAL LAMY



présenté [pour les conservateurs fédéraux en 2015]. Et les gens aiment bien dire que lorsqu'on vient de l'entreprise privée, on est à droite ».

« Là, on fait un budget, il y a des besoins en santé, en éducation, on a les marges de manoeuvre, on fait les investissements. Et là, les gens disent : "Ah, c'est un budget de gauche." Tout ce que je vous dis, c'est que je suis pragmatique. »

#### « Cohérent »

« Sur le plan de la vision du rôle de l'État, M. Legault est assurément un pragmatique », soutenait vendredi Pier-André Bouchard St-Amant. Et ce pragmatisme s'est exprimé dans le budget Girard, note-t-il.

« À mon avis, il n'y a pas de mesures budgétaires qui, à proprement parler, révèlent de profondes lancées idéologiques : pas de baisses d'impôts ou de compressions. D'un autre côté, il n'y a pas d'engagement de dépenses structurelles qui augmenteront la taille de l'État, et il y a peu de projets titanesques. » M. Bouchard St-Amant juge ainsi que c'est sur le plan identitaire

(immigration et laïcité) que « l'axe idéologique est plus affirmé » à la CAQ — et plus à droite.

Globalement, Pier-André Bouchard St-Amant juge que le budget Girard est somme toute « prudent ». Mia Homsy parle pour sa part d'un budget « de continuité », avec une « vision ambitieuse » sur le plan économique, mais incarnée par « de petites mesures qui ne proposent pas les changements fondamentaux nécessaires ». Le tout étant par ailleurs « très conforme à la plateforme caquiste et aux engagements électoraux », dit-elle.

Frédéric Boily pense que le document témoigne du fait que François Legault « a saisi une des leçons de la dernière élection, à savoir que même ceux qui ont voté pour le CAQ ne s'attendaient pas à une cure d'amaigrissement » majeure de l'État.

« Dans l'environnement politique québécois, une droite [qui aspire au pouvoir] ne peut pas arriver avec un message de retrait de l'État comme le voulait l'Action démocratique du Québec », soutient M. Boily, qui enseigne au campus Saint-Jean de l'Université de

l'Alberta et se spécialise dans l'étude des courants de droite au pays. « L'État doit être présent dans le développement économique, et il y a une dimension nationaliste qu'on ne retrouve pas ailleurs » au Canada.

M. Boily n'a pas été étonné du budget. « Il y a une grande cohérence dans tout ça. La CAQ a atténué plusieurs positions à partir du moment où elle est apparue comme ayant des chances de victoire », dit-il.

Des exemples ? En 2014, François Legault promettait d'abolir la taxe scolaire. Quatre ans plus tard, son gouvernement entend plutôt uniformiser le taux de celle-ci à travers le Québec. De même, la CAQ voulait en 2014 couper quelque 22 000 postes dans la fonction publique (d'ici 2022). La cible évoquée durant la dernière campagne était plutôt de 500 employés « administratifs » de l'État.

Réponse de M. Legault quand les journalistes lui avaient demandé d'expliquer ce changement de ton : « On a mis de l'eau dans le vin » du programme de la CAQ, avait-il dit.

Avec François Desjardins

## La vraie nature de la CAQ

MICHEL DAVID



Quand il était ministre de la Santé dans le cabinet de Bernard Landry, François Legault avait vainement tenté de convaincre l'ancien premier ministre et sa collègue des Finances, Pauline Marois, d'augmenter les impôts plutôt que de limiter l'augmentation des dépenses en santé.

On lui avait fait comprendre qu'à quelques mois des élections, cela risquait d'indisposer les contribuables-électeurs. M. Legault avait dû s'incliner, mais il n'en déplorait pas moins ce qu'il percevait comme un navrant conservatisme fiscal.

Il est vrai qu'à l'époque, il trouvait également excessive la prudence référendaire de son gouvernement. Son impatience s'est même transformée en une sorte de guérilla qui exaspérait M. Landry au plus haut point.

En quinze ans, M. Legault a évidemment bien changé, mais pas au point de devenir un ennemi de l'État-providence, pas plus qu'un ardent fédéraliste. En matière de gouvernance comme de nationalisme, il a plutôt développé un goût pour la modération.

Le budget présenté jeudi par son ministre des Finances, Eric Girard, ne correspond pas à l'image que plusieurs s'étaient faite de la CAQ. Quand elle a commencé à monter dans les sondages, on s'est mis à craindre le pire. La présidente de la CSQ, Louise Chabot, lui prêtait des « intentions à peine voilées de démantèlement de l'État ». Du PLQ à la CAQ, son collègue de la CSN, Jacques Létourneau, craignait une spirale menant à la sous-traitance et éventuellement à la privatisation de certains services publics.

« Si on n'est pas capable de casser ce modèle-là, on va tous se faire prendre un par un : les CPE, les psychologues, les professeurs de cégep, les travailleurs des secteurs privés, le monde des régions... On va se faire prendre un par un et on va se faire planter », disait-il.

•••••

Il serait nettement exagéré de dire que la CAQ s'est convertie à la social-démocratie, mais ce premier budget n'annonce certainement pas la catastrophe appréhendée. Pour le moment du moins.

On peut être d'avis qu'il aurait mieux valu réinvestir davantage dans le réseau de l'éducation plutôt que d'uniformiser la taxe scolaire, mais on est quand même très loin d'une baisse d'impôt massive qui aurait nui de façon durable à la capacité d'intervention de l'État.

**Il serait nettement exagéré de dire que la CAQ s'est convertie à la social-démocratie, mais ce premier budget n'annonce certainement pas la catastrophe appréhendée. Pour le moment du moins.**

Les maternelles 4 ans, dont M. Legault s'est entiché, feront peut-être double emploi avec les centres de la petite enfance, mais cet ajout au réseau de l'éducation ne se traduira pas par un recul de l'État, bien au contraire.

Il est évidemment impossible de contenter tout le monde. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) a dénoncé l'absence d'engagements clairs pour améliorer les conditions de travail des infirmières et implanter des ratios. De son côté, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) s'est plutôt réjoui des 215 millions qui seront consacrés à l'amélioration des conditions d'exercice du personnel soignant.

Québec solidaire a choisi de concentrer sa réplique au budget sur les mesures annoncées en environnement qui, en attendant « l'approche bonifiée » évoquée par M. Girard, ne répondent pas, il est vrai, à l'urgence de la situation.

Il est cependant probable que Manon Massé aurait applaudi la bonification des pensions alimentaires versées aux familles monoparentales et recomposées. Au total, il est indéniable que le budget traduit un souci de justice sociale qui a pu en surprendre plus d'un.

•••••

Cela dit, le gouvernement Legault en est seulement à la première année de son mandat, ce qui lui laisse amplement le temps de révéler ce que plusieurs croiront toujours être la vraie nature de la CAQ.

C'est seulement à la toute fin de son discours que M. Girard a déclaré qu'il y a encore beaucoup à faire pour « améliorer la gestion » de l'État et pour donner des « services plus efficaces ». Il a ajouté : « On ne doit pas accepter comme une fatalité que notre population soit la plus lourdement taxée en Amérique du Nord. »

Même s'il est demeuré muet sur les « mesures d'optimisation », notamment d'attrition, prévues dans le cadre financier présenté durant la campagne électorale, son collègue du Conseil du trésor, Christian Dubé, n'en consacre pas moins beaucoup d'énergie au « Plan d'action sur la performance » qui sera déployé au cours des prochaines années.

« La révision des programmes demeure une priorité pour le gouvernement », rappelle-t-on dans les documents annexés au budget. Personne ne peut s'opposer à l'« efficacité » et à l'« utilisation optimale des ressources », mais l'expérience enseigne que le vertueux jargon du Conseil du trésor se traduit généralement par des compressions budgétaires qui peuvent être douloureuses.

M. Legault a promis de tenir ses engagements, mais rien ne l'empêche d'en donner plus que le contribuable en demande. Il n'a jamais promis d'abaisser l'impôt sur le revenu des particuliers, mais le ministre des Finances s'est bien gardé de fermer la porte.

L'approche d'une élection a souvent pour effet de susciter une compassion accrue envers les contribuables. Cela nécessite évidemment de trouver un moyen de financer cette compassion. Seul le temps révélera la vraie nature de la CAQ.



allait devoir affronter, ni des solutions possibles, comme si elle avait une baguette magique. L'horloge a commencé à tourner. Et comme les Britanniques n'arrivent pas à se mettre d'accord entre eux, le compteur continue de tourner, on approche de la fin et aucune solution n'a été trouvée. »

Pour Pascal Lamy, le Brexit, comme tragédie politique, économique et sociale, écrit un énième chapitre « dans les relations compliquées entre le Royaume-Uni et le reste du continent », dit-il. « Les Britanniques aiment bien l'ouverture des échanges et le libéralisme économique, ce que la construction européenne représente comme rationalité économique pour le pays d'Adam Smith. Ce sont des libéraux économiques, mais en même temps, leur insularité et la nostalgie de l'Empire les rendent réticents à une union politique. Depuis 1950, ils n'ont jamais réussi à se mettre vraiment d'accord, par rapport à l'Europe, sur combien d'intégration économique pour combien d'intégration politique. Cela fait 70 ans que ça dure. Et là, forcément, ils n'arrivent pas à se mettre d'accord aujourd'hui sur combien de désintégration économique pour combien de désintégration politique. »

L'ambivalence devant cette appartenance distante à un tout est perceptible depuis janvier au sein d'un parlement qui, amené à se prononcer sur l'accord de retrait négocié par Theresa May et l'UE pendant 18 mois, n'affiche désormais, vote après vote, qu'une unanime division et une incapacité à s'entendre sur une solution commune, y compris au sein des conservateurs au pouvoir. « Avec le recul, le choix de ne négocier que la première phase [soit le contrat de séparation et le retour d'une frontière], sans entrer dans la négociation sur le régime futur [entre le Royaume-Uni et l'Union européenne], n'a pas été forcément le plus judicieux, dit-il. Pourquoi ? Parce que dans le cadre actuel, on remet une frontière sans savoir si elle va être fine ou épaisse. » Les tenants du Brexit la veulent imposante. Les pro-européens l'espèrent la moins visible et la moins contraignante possible, et ce, avec dans le coin le cas irlandais

## 22 mai

**Le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pourrait avoir lieu à cette date, un échéancier récemment accepté par Bruxelles. La date initiale du Brexit était le 29 mars prochain.**

qui, depuis des mois, vient brouiller les cartes.

#### Chercher la quadrature du cercle

Cette frontière entre la République d'Irlande, qui fait partie de l'Union européenne, et l'Irlande du Nord, qui fait partie du Royaume-Uni, a été techniquement abolie dans le cadre des accords de paix signés entre les deux pays en 1998. Pour maintenir cet état de fait, l'accord de retrait prévoit donc un filet de sécurité. Cette assurance de dernier recours, ou « *back-stop* », les tenants du Brexit n'en veulent pas puisqu'il maintiendrait le Royaume-Uni dans l'union douanière européenne. Les tenants du maintien dans l'Union la rejettent également puisqu'elle assujettirait le Royaume-Uni aux règles de Bruxelles sans donner à Londres un droit de vote sur ces réglementations.

« Le cas de l'Irlande est extrêmement délicat sur le plan politique pour des raisons historiques, dit Pascal Lamy. Et étrangement, il n'a joué aucun rôle dans la campagne référendaire. Personne n'a parlé de cet accord du Vendredi saint, parce qu'ils n'étaient pas prêts à envisager cette réalité. » Réalité qui aujourd'hui entretient pourtant le processus du Brexit dans son impasse et plonge les Britanniques dans une fatigue de plus en plus perceptible envers cette histoire sans fin.

Vendredi, un sondage réalisé par YouGov pour le compte de la Mental Health Foundation entre le 12 et 13 mars dernier a pris d'ailleurs la mesure de

l'impact social de la joute politique actuelle qui carbure aux hésitations et aux attermolements : entre 43 % et 38 % des Britanniques disent vivre depuis des mois avec un sentiment d'impuissance, de colère et d'anxiété dans un pays où le Brexit a cannibalisé l'ensemble du discours et des débats politiques. « Il est clair que l'environnement politique, animé par le Brexit, affecte le bien-être de millions de personnes », a résumé Mark Rowland, à la tête de la Fondation, dans les pages du *Guardian*.

Dans ce contexte, une pétition lancée cette semaine sur le site du Parlement britannique pour réclamer la révocation des procédures du Brexit et le maintien du Royaume-Uni dans l'UE a récolté près de 3,6 millions de signatures, qui, dans les circonstances, donnent l'impression d'être la voix de la raison. Pascal Lamy en doute toutefois. « Un nouveau référendum ne serait pas forcément une nette victoire des tenants du maintien dans l'UE », dit-il, même si cet appel est porté par une jeunesse, souvent pro-européenne, qui avait déserté le vote du Brexit en 2016, laissant le verdict des urnes sur cette question cruciale entre les mains de l'électorat plus âgé, plus rural et plus craintif. « Le référendum, ce n'est pas un boulevard et la campagne référendaire qui en résulterait va être très dure » dans un pays plus que jamais fracturé autour de cette question.

Alors ? Dans une impasse, l'issue est toujours située à la même place. Mais pour être atteinte, Londres a besoin de bien plus de temps que celui que vient de lui accorder Bruxelles, à en croire M. Lamy. À ce stade, dit-il, « il faudrait reporter la sortie de l'Union européenne le temps de négocier un accord qui ne serait pas juste le contrat de divorce. Il faut être plus clair sur ce que l'on va faire par la suite, et ce, pour permettre aux tenants du Brexit et aux tenants du maintien dans l'Union de s'entendre ». Un processus complexe qui ne se joue pas en 54 jours, selon ce diplomate qui a des centaines d'heures de négociations complexes à son actif, mais bien plus en « deux ans, peut-être même trois », conclut-il.



III ÉTATS-UNIS

# Mueller a remis son rapport d'enquête

Le procureur examinait depuis deux ans s'il y a eu collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie

CHARLOTTE PLANTIVE  
À WASHINGTON  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le procureur spécial Robert Mueller a remis vendredi son rapport d'enquête très attendu sur les soupçons de collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016, un document dont le secrétaire américain de la Justice pourrait dès samedi ou dimanche révéler la substance.

Dans une missive adressée aux élus américains, Bill Barr a indiqué espérer livrer « dès cette fin de semaine » aux membres des commissions judiciaires du Congrès les « principales conclusions » de ce dossier d'investigation.

Au terme de près de deux ans d'une vaste enquête qui a fait tomber plusieurs proches du président américain et qui a fortement éprouvé les nerfs du locataire de la Maison-Blanche, le procureur Mueller ne recommande pas de nouvelles inculpations, ont assuré vendredi soir les médias américains.

La Maison-Blanche a, de son côté, indiqué ne pas « avoir reçu le rapport du procureur spécial », un ancien chef du FBI qui a conservé une discrétion absolue ces vingt derniers mois. Elle n'a pas non plus « été informée de son contenu », a indiqué sa porte-parole. « Les prochaines étapes sont du ressort du secrétaire de la Justice [Bill] Barr et nous avons hâte que le processus suive son cours », a ajouté la porte-parole de l'exécutif américain, Sarah Sanders.

## Les ténors démocrates réagissent

Les chefs démocrates du Congrès ont exigé la publication du rapport Mueller, sans que M. Trump en ait la primeur. « Il est impératif que M. Barr

rende public le rapport complet et fournisse les documents qui le soutiennent ainsi que ses conclusions au Congrès », ont déclaré dans un communiqué la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et le chef de file de la minorité au Sénat, Chuck Schumer.

M. Barr « ne doit pas donner au président Trump, ses avocats ou son équipe tout « aperçu insidieux » des conclusions ou des preuves du procureur spécial Mueller », ont-ils réclamé, et la Maison-Blanche « ne doit pas être autorisée à interférer » dans les décisions portant sur ce qui sera rendu public, ont-ils ajouté.

Même si Robert Mueller n'apporte pas de preuves d'entente entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump, les observateurs pensent qu'il pourrait accuser le milliardaire républicain d'avoir tenté d'entraver l'enquête, en raison des pressions verbales qu'il a exercées sur l'ancien ministre de la Justice Jeff Sessions et son adjoint Rod Rosenstein ou encore en limogeant le chef du FBI James Comey en mai 2017.

M. Trump lui-même a semblé vendredi, dans un entretien sur la chaîne Fox News, s'attendre à être accusé d'entrave à la justice.

Le président américain ne cesse de répéter qu'il n'y a pas eu « collusion » et dénonce depuis deux ans une chasse aux sorcières.

Ancien patron du FBI sous les présidents George W. Bush (républicain) et Barack Obama (démocrate), Robert Mueller a été nommé en mai 2017 comme « procureur spécial » par le ministère de la Justice afin de garantir l'indépendance des investigations dans ce dossier ultradélicat.



Le président Trump ne cesse de qualifier cette enquête de « chasse aux sorcières ».

NICHOLAS KAMM  
AGENCE  
FRANCE-PRESSE



Le Brexit a été décidé par 52 % des voix en juin 2016.

NIKLAS HALLE'N  
AGENCE  
FRANCE-PRESSE

# Des millions de signatures pour stopper le Brexit

AGENCE FRANCE-PRESSE  
À LONDRES

Une pétition en ligne demandant au gouvernement britannique de renoncer au Brexit a dépassé les trois millions de signatures vendredi, engrangeant un succès fulgurant deux jours après son lancement.

Selon la page de la pétition lancée sur le site du Parlement, son objectif est de « prouver la force du soutien public actuel pour rester dans l'UE ». Un autre référendum « pourrait ne jamais être organisé, donc votez maintenant », peut-on aussi lire, alors que les députés ont rejeté la semaine dernière l'option d'une seconde consultation des Britanniques.

Parmi les signataires figurent des célébrités britanniques, comme l'acteur Hugh Grant ou encore la chanteuse Annie Lennox.

La pétition a très rapidement dépassé le seuil des 100 000 signatures nécessaire pour être potentiellement débattue à Westminster. Ce débat ne peut toutefois « pas directement changer la loi ou donner lieu à un vote pour mettre en œuvre la requête de la pétition », précise le site du Parlement.

Ce type de pétitions permet aux Britanniques d'« inscrire leurs préoccupations à l'ordre du jour politique », a dit à l'AFP Sara Hobolt, spécialiste de l'opinion publique à la London School of Economics (LSE), mais elle n'est pas « un moyen de prendre des décisions démocratiques au même titre que les

élections et les référendums ».

Le Brexit a été décidé par 52 % des voix en juin 2016. Prévu initialement le 29 mars, il a été reporté à la demande du gouvernement, à avril, voire fin mai, en fonction du résultat du prochain vote du Parlement sur l'accord de retrait.

## « Tout est possible »

La première ministre britannique, Theresa May, consultait vendredi son gouvernement après avoir obtenu de l'Union européenne un report du Brexit, avant d'affronter de nouveau la semaine prochaine le défi de convaincre son Parlement d'adopter son accord de divorce.

Les 27 ont décidé jeudi soir d'accorder au Royaume-Uni deux options pour un report du Brexit au-delà de la date initialement prévue du 29 mars, fixant désormais au 12 avril au plus tôt l'échéance fatidique, près de trois ans après le référendum qui a décidé d'une sortie de l'UE.

Cette décision « souligne l'importance pour la Chambre des communes de voter l'accord de Brexit la semaine prochaine », a déclaré dans la foulée Theresa May à l'issue de longues heures de négociations avec les 27.

Jusqu'au 12 avril, « tout est possible », a résumé vendredi le président du Conseil européen, Donald Tusk : « un accord, une longue extension, si le Royaume-Uni décidait de revoir sa stratégie, ou révoquer l'article 50 », c'est-à-dire renoncer au Brexit.

EN BREF

## L'armée dans les rues de Paris samedi

L'acte XIX des gilets jaunes est attendu samedi à travers la France, surtout à Paris. Pour éviter une réédition du scénario violent des manifestations de samedi dernier, les autorités françaises ont renforcé leur dispositif sécuritaire. Notamment, le recours aux soldats de l'opération antiterroriste Sentinelle pour épauler les forces de l'ordre. Faite mercredi, l'annonce a suscité un tollé politique. La polémique a encore gonflé après que le gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Leray, eut évoqué une éventuelle « ouverture du feu ». Ces soldats, chargés depuis les attentats de janvier 2015 de surveiller gares, aéroports et sites stratégiques, ne seront en aucun cas au contact des manifestants, a depuis précisé le gouvernement.

Agence France-Presse

## Harcelé au travail?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



la Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain

Forum stratégique

# Grands projets métropolitains

## Découvrez les projets novateurs qui redéfinissent le paysage du Grand Montréal

29 mars 2019 | de 7 h 30 à 13 h

Achetez vos billets :  
[ccmm.ca/GrandsProjets](http://ccmm.ca/GrandsProjets)

Commanditaire  
Argent :

MONTREAL  
GAZETTE

## III BUDGET QUÉBEC 2019

## Penser le transport des personnes

L

Le gouvernement Legault n'a pas de plan d'ensemble en matière de transport de personnes et le budget Girard, présenté jeudi, ainsi que la révision du Plan québécois des infrastructures (PQI) qui l'accompagne, en est l'éloquente illustration. Mélangeant allègrement développement autoroutier et projets de transport collectif à la pièce, il lui manque une vision intégrée du transport durable.

Ce n'est pas que le gouvernement caquiste est réfractaire aux projets de transport collectif. Il a reconduit tous les projets qui en étaient à l'étape de la planification dans le PQI. Il appuie sans réserve le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal et la ligne de tramway à Québec et il fait pression sur le gouvernement Trudeau pour qu'il précise son engagement financier relatif à ces deux projets. Dans le dernier PQI, il a inscrit trois nouveaux projets à « l'étude » : le prolongement de la ligne jaune du métro à Longueuil ainsi que deux voies de transport collectif structurant, l'une dans l'est de Montréal et l'autre dans l'axe du boulevard Taschereau sur la rive sud de Montréal.

ROBERT DUTRISAC



Tandis qu'il se penche sur le transport collectif, le gouvernement Legault s'enthousiasme pour des projets routiers, dont le troisième lien à Québec, maintenant inscrit sous la rubrique « en planification » dans le PQI et auquel on accorde plus de 300 millions pour des études préparatoires. En outre, il a soumis « à l'étude » un nouveau projet autoroutier, soit le prolongement de l'autoroute 13, entre les autoroutes 50 et 640.

On chercherait vainement un semblant de cohérence. Le gouvernement Legault tire dans deux directions opposées, misant sur le développement du réseau routier alors que les investissements majeurs en ce domaine, consentis principalement par le gouvernement libéral entre 2006 et 2013, ont conduit à une plus grande congestion routière, surtout dans la grande région de Montréal.

Dans le dernier PQI 2019-2029, le réseau routier accapare 24,6 milliards tandis que le transport collectif reçoit 9 milliards du gouvernement québécois. Compte tenu de l'ajout de nouveaux projets routiers, la proportion des investissements en transport qui revient au transport collectif est passée de 31 % à 27 %.

En y regardant de plus près, on peut toutefois noter qu'une bonne part des investissements dans les routes est consacrée au maintien en état des infrastructures, soit 82 % des 24,6 milliards ; 4,4 milliards sont réservés aux nouvelles routes. La situation est différente pour le transport collectif : 5,6 des 9 milliards en investissements vont au développement des services. En chiffres absolus, il se fait donc plus de développement en transport collectif que dans de nouvelles infrastructures routières.

Mais c'est nettement insuffisant. Ainsi, le Québec dépense cinq fois moins par habitant que l'Ontario en transport collectif. En outre, dans la grande région de Montréal, aux prises avec une lourde congestion routière qu'aggravent les travaux de réfection de l'échangeur Turcot, en attendant les effets de la construction du Réseau express métropolitain (REM), puis de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, trains de banlieue, autobus et métro fonctionnent déjà au maximum de leurs capacités à l'heure de pointe. La situation ne s'améliorera pas.

Comme l'a évoqué le ministre Eric Girard, dans son budget, le premier ministre François Legault s'est attelé à définir une « approche bonifiée » en matière d'environnement. Réunis dans un Conseil général en mai, les militants caquistes, bien encadrés par la direction du parti, comme d'habitude, échangeront sur « l'économie verte ». Ce n'est que plus tard, à l'automne possiblement, que François Legault fera connaître où son gouvernement loge en matière d'environnement et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Chose certaine, le premier ministre ne pourra éviter d'inclure dans sa réflexion le transport routier, dont les émissions de GES représentent 43 % des émissions de GES au Québec et ont augmenté de quelque 20 % depuis 1990. S'il veut se montrer crédible, il n'aura d'autre choix que de conclure à la nécessité d'investir massivement dans le transport collectif, tant pour réduire la congestion routière que les émissions de GES.

Avec le dernier budget Girard, François Legault a démontré qu'il s'inscrit, avec pragmatisme, dans la tradition sociale-démocrate, et qu'il n'est pas le suppôt de la droite anti-État que dépeignent certains de ses détracteurs. Il lui reste à prouver qu'il peut défendre une vision d'avenir, environnementaliste, pour la nation québécoise.

## JUSTIN CONTRE JANE ET JODY



## LETTRES

## Le crucifix : un symbole puissant

Autrefois, lorsque je regardais un crucifix, j'y voyais surtout la souffrance. Mais depuis que j'ai lu cet extrait d'un des sermons de saint Antoine de Padoue, qui montrait un crucifix : « Si tu regardes bien, tu pourras te rendre compte à quel point sont grandes ta dignité humaine et ta valeur... Nulle part l'homme ne peut se rendre compte de ce qu'il vaut, qu'en regardant dans le miroir de la croix », tout a changé. J'y vois maintenant un amour gratuit et immense et je me suis épressée de poser un crucifix, dans ma chambre, devant mon lit. Le crucifix est un rappel constant du plus grand amour que l'on puisse donner et recevoir, comme l'a dit Jésus : « Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime. » Quel bel exemple pour nos élus qui devraient toujours s'en inspirer avant de parler, de poser certaines actions ou de voter des lois. Gardons le crucifix à l'hôtel de ville de Montréal et à l'Assemblée nationale. Ne nous privons pas d'un symbole aussi puissant, héritage des valeurs qui ont fondé ce pays.

Solange Viau  
LaSalle, le 20 mars 2019

## Réforme scolaire

M. Camil Bouchard, j'ai lu vos deux articles avec un grand intérêt. Mais, plutôt que de tout révolutionner, il me semble que l'on pourrait commencer par trois choses beaucoup plus simples et faciles à mettre en œuvre.

Pour augmenter le nombre d'élèves en difficulté dans les écoles privées, ne pourrions-nous pas simplement leur donner la subvention que les écoles publiques reçoivent pour cette catégorie d'élèves en plus de la subvention de base pour chaque élève ? Il resterait les frais d'admission, mais la moitié de la solution serait trouvée.

Quant à l'accessibilité des projets particuliers dans les écoles publiques, il y a deux obstacles : les frais d'admission et la sélection selon le résultat scolaire (avoir 80 % de moyenne). Il est vrai que ces élèves, ayant moins d'heures de cours dans les matières obligatoires, doivent travailler fort et vite pour y réussir. Mais au lieu d'exiger un préalable de 80 %, ne pourrait-on pas simplement faire signer aux plus faibles une sorte d'engagement à augmenter leurs propres résultats scolaires ? [...]

Enfin, pour remédier au peu de participation des citoyens aux élections scolaires, ne pourrait-on pas les faire coïncider avec les élections municipales ?

Guy Durand  
Dunham, le 20 mars 2019

## L'âgisme est réel

Après avoir envoyé beaucoup de CV et n'avoir reçu aucun appel, je dois dire que mon moral a pris tout un coup. On se questionne sur le pourquoi. On perd confiance en soi. Puis après quelques jours moroses, on s'y remet. On se dit que ses compétences ne sont peut-être pas à la hauteur.

Mais comment se fait-il que personne ne s'intéresse à ma candidature ? Pourtant, quand je travaille, je me trouve vraiment compétent[...] Il faut bien dire que des emplois à 12 \$ l'heure nous sont offerts, mais se vendre pour si peu malgré toutes les années d'expérience ainsi qu'un baccalauréat obtenu à l'âge de 53 ans me laisse, je dois le dire, pantois.

Les amis nous disent de créer notre propre emploi, mais quand on n'a besoin de travailler que vingt heures par semaine, tout cet entrepreneuriat ne nous appelle pas. Toute la culture accumulée, tout notre sens de la communication plus que peaufiné, et l'effort de se garder en forme pour pouvoir performer à la hauteur des travailleurs dans la vingtaine et la trentaine, se perdent. C'est souvent à ça que ça rime : se raffiner pour devenir un meilleur travailleur ne se voit pas sur un CV. Par contre, les 40 années sur le CV jouent plus contre nous que pour nous.

Guy Emond  
Sherbrooke, le 21 mars 2019

## LIBRE OPINION

## Ségrégation scolaire : de la lumière au bout du tunnel ?

Marc St-Pierre

Directeur général adjoint de la commission scolaire à la retraite, consultant en éducation et chargé de cours en administration scolaire

La ségrégation scolaire au Québec est bien réelle et ses effets délétères sont bien documentés. Les classes véritablement ordinaires, principalement au secondaire, sont une espèce menacée. Le généreux financement accordé à l'école privée, la multiplication des programmes particuliers pas toujours gratuits à l'école publique, tout cela accentue le phénomène de détermination sociale des résultats scolaires. L'école peine à jouer son rôle d'ascenseur social. Plutôt que de réduire les iniquités, elle les accentue.

Mais voilà, il y a enfin de la lumière au bout du tunnel : on nous annonce que les jeunes vont quitter l'école privée et revenir vers l'école publique, que les classes ordinaires vont se regarnir d'élèves moyens et forts et que les programmes particuliers vont perdre de leur attrait. Tout cela parce que

bientôt tous les élèves du secondaire public resteront une heure de plus chaque jour à l'école pour profiter en fin de journée d'une heure d'activité parascolaire.

Mais comment organiser tout ça ? Comment réaliser cet objectif de stimuler et motiver tous nos élèves du secondaire public, ce public abandonné par tellement d'élèves qui fréquentent le privé ? En étant créatif, bien sûr. En cherchant des solutions plutôt qu'en étant critique. Quel défi stimulant auquel on nous convie ! Imaginez : il est 16 h à la polyvalente du coin et 1850 élèves attendent que sonne la cloche. Tous ces élèves sont en classe, dans un laboratoire ou un gymnase, dans une école bondée qui accueillera encore plus d'élèves au cours des prochaines années.

Et où mettra-t-on tous ces élèves pour leur faire vivre leur heure d'activité parascolaire ? On utilisera les gymnases qui étaient déjà utilisés avant 16 h ? Certains laboratoires, déjà utilisés aussi ? L'auditorium s'il y en a un ? La cafétéria ? La bibliothèque ? Et le reste, la grande ma-

rité des 1850 élèves, se retrouvera à nouveau dans des locaux de classe ? Actuellement, dans la très grande majorité des écoles secondaires publiques, les plateaux sportifs, auditoriums et autres locaux sont déjà utilisés à plein régime après les heures de classe. Et utilisés également en soirée en vertu d'ententes avec les municipalités ou des organismes de loisirs.

Pour la vaste majorité des élèves, le parascolaire se traduira donc par une heure de plus par jour en salle de classe. C'est bête, mais c'est la réalité. Alors, on se comprend : ce n'est pas cela qui va stimuler l'exode des élèves du privé et des programmes particuliers vers la classe ordinaire. Par conséquent, ce n'est pas cela, n'en déplaise au ministre, qui va faire disparaître la ségrégation scolaire, la détermination sociale de la réussite et d'autres clivages. Et si ce n'est pas cela, ce devra être autre chose.

Peut-être en effet faudra-t-il reconnaître l'évidence et trouver des solutions appropriées, au nom de l'équité et de la justice sociale, pour

**Peut-être devra-t-on commencer par reconnaître le problème de déficit éducatif structurel auquel nous faisons face, envisager de véritables solutions systémiques qui tireront l'école publique, et avec elle tout le Québec, vers le haut**

peu que cela veuille encore dire quelque chose. Peut-être devra-t-on commencer par reconnaître le problème de déficit éducatif structurel auquel nous faisons face, envisager de véritables solutions systémiques qui tireront l'école publique, et avec elle tout le Québec, vers le haut. Peut-être faudra-t-il condamner très fort cette idée que l'éducation, pour son bien, doit être soumise au marché, à l'offre et à la demande.

Peut-être devra-t-on aussi accepter que nous sommes collectivement responsables de la dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves ségrégués dans ces classes qui ne sont plus ordinaires et de ces classes fermées ou spécialisées qui sont des voies sans issue. Et peut-être qu'au fond, promettre de racheter des dizaines de milliers de professionnels dans ces classes où la réussite est si difficile n'est qu'une façon de se libérer la conscience et le prix à payer pour maintenir le privilège de ceux et celles qui peuvent magasiner, au détriment du bien commun.

# Le modèle catalan pour sortir de l'impasse nationale

Michel Roberge

Traducteur de l'ouvrage catalan  
*Opération Urnes*

Au Québec, depuis les années 1960, le nationalisme québécois a connu une grande période d'effervescence. Malgré le désir de libération nationale, le référendum de 1980 a échoué et celui de 1995 a failli porter ses fruits. Depuis cette défaite amère, c'est le politique qui s'est obstiné à tirer sans succès sur la tige florale pour amener les Québécois à faire éclore le projet de pays.

Pour leur part, dans le nord-est de l'Espagne, les nationalistes catalans, qui ne se définissaient pas tous encore comme indépendantistes, avaient les yeux tournés vers le Québec, un modèle inspirant.

La blessure provoquée par la défaite lors du deuxième référendum a contribué à démobiliser les Québécois qui avaient rêvé d'un pays. Les nouvelles générations ouvertes sur le monde, rassurées d'évoluer dans un État moderne, leurs aînés avaient trouvé un certain réconfort dans les réalisations du PQ, ont développé des intérêts planétaires plus individualistes que collectifs.

Dans ce nouveau contexte, le politique a repris le bâton du pèlerin en répétant le modèle initial du jardinier pressé qui s'entête à forcer indûment la croissance de ses plantations afin qu'elles se mettent à fleurir. Un modèle qui, jusqu'à maintenant, n'a donné aucun résultat.

En Catalogne, les initiateurs du mouvement indépendantiste ont choisi une tout autre avenue : la mobilisation non partisane de la société civile. Après avoir provoqué des échanges anonymes entre des intervenants aux idéologies politiques divergentes, mais qui avaient en commun de créer la République de Catalogne et les réunir pour leur faire découvrir de nombreux points de convergences, l'Assemblea Nacional Catalana (ANC) a vu le jour en 2011. Une organisation liée à aucune organisation politique, résolue à ne jamais se transformer en parti politique, regroupant des milliers de membres avec pour but l'indépendance politique de la Catalogne sous la forme d'un État de droit, démocratique et social.

En étroite collaboration avec une association indépendantiste vouée à la promotion de la langue et de la culture catalanes, Omnium Cultural, l'ANC a progressivement mobilisé la société civile village par village, ville par ville, profitant de toutes les occasions pour nourrir et faire croître le projet de pays appuyé par une pédagogie des avan-



MANU FERNANDEZ ASSOCIATED PRESS

**Il me semble que l'heure est venue — « Ara és l'hora », un des slogans 2014 de l'ANC —, comme le chantait Félix, pour le regroupement des forces vives du Québec, la fondation d'une entité véritablement non partisane et n'ayant aucune velléité de se transformer en parti politique, inspirée du modèle catalan**

tages de s'affranchir. Jusqu'à regrouper des millions de personnes dans des manifestations non partisans, pacifiques, festives forçant les partis politiques à mettre de côté momentanément leurs idéologies sans se saborder ou se fu-

sionner, mais en se coalisant pour appuyer l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination : le Partit Demòcrata Europeu Català (PDeCat) — libéral et indépendantiste —, l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) — indépendantiste de gauche défenseur d'une république indépendante en Catalogne — et la Candidatura d'Unitat Popular (CUP) — indépendantiste entre la gauche et l'extrême gauche.

Un contexte politique presque comparable à celui du Québec avec la CAQ (nationaliste et, jusqu'aux dernières nouvelles, non indépendantiste, regroupant des partisans de toutes allégeances), le PQ (indépendantiste) et QS (difficile à dire puisque pour des raisons d'abord idéologiques, le PQ et, sur la scène fédérale, le Bloc québécois, sont pour eux des ennemis à abattre). Auquel s'ajoute une vacuité désolante de la mobilisation de la société civile qui assiste béatement, dans le confort et l'indifférence, à l'autodestruction de la mouvance politique souverainiste.

Bien sûr, il existe au Québec une multitude de groupuscules, de groupes, de regroupements, de mouvements... qu'on peut décliner à partir d'un dictionnaire de synonymes, plus ou moins liés à un parti ou à une idéologie politique. Chacun croit avoir en main la solution au problème. Tous ont échoué à ce jour dans leurs actions égocentriques.

Il me semble que l'heure est venue — « Ara és l'hora », un des slogans 2014 de l'ANC —, comme le chantait Félix, pour le regroupement des forces vives du Québec, la fondation d'une entité véritablement non partisane et n'ayant aucune velléité de se transformer en parti politique, inspirée du modèle catalan. Avec comme objectif de redéfinir et de promouvoir le projet de pays en fonction des attentes de toutes les générations de Québécois. Une sorte d'« ANC » québécoise qui fusionnerait toutes les initiatives éparpillées avec un but commun : faire du Québec un pays, une république citoyenne, qui, au moment opportun, serait en mesure de faire pression sur les politiciens de toute allégeance afin de passer à l'action.

Le cul-de-sac politique actuel me semble une occasion idéale pour un rapprochement avec les dirigeants catalans de l'ANC et d'Omnium Cultural pour adapter ce modèle de mobilisation fructueux qui poursuit son action malgré l'obstruction du gouvernement espagnol. Au Québec, en 2019, il est temps de sortir du cadre politique inopérant et de trouver de nouvelles façons pour aborder la question nationale en prenant comme assise la société civile.

Cette somme représente la moitié de l'augmentation que 4000 organismes d'ACA à travers la province réclament, depuis plusieurs années, pour pouvoir continuer à offrir leurs activités à l'ensemble de la population tous secteurs confondus. Notre système est ainsi fait que de riches donateurs peuvent choisir de soutenir une quinzaine d'étudiants, avec exemption d'impôt, alors que plus de 60 000 travailleurs et travailleuses communautaires sont en survivance.

Le 15 mars dernier, l'émission *Les francs-tireurs* accueillait une table ronde pour mettre en lumière la face cachée de la philanthropie. Les révélations sur les grandes fondations et leur gestion des capitaux, ainsi que sur les sommes astronomiques qui échappent annuellement aux caisses de l'État, sont ahurissantes. Certes, nous ne découvrons pas l'ampleur de ces évasions fiscales drapées de charité, mais voir que cela continue à se produire avec la complicité de nos gouvernements et de nos lois est insoutenable.

Bien que plusieurs initiatives partent d'une bonne volonté, le « philanthropisme » ne remet en question ni le système ni les inégalités. Il faut garder en tête que son impulsion première est l'évitement fiscal et non la justice sociale. Nous avons hâte de voir le jour où nos gouvernements auront le courage de mettre fin aux injustices fiscales et sociales qui permettent à 1 % de la population de détenir 80 % de la richesse tout en se privant, en plus, de revenus importants grâce aux crédits d'impôt pour des dons faits à des organismes déjà riches. Nous avons aussi hâte que la solidarité ne soit plus le joujou de cette poignée de dirigeants d'entreprise qui l'utilisent comme un branding pour augmenter leurs profits tout en détournant des millions de nos caisses publiques.

## Les libéraux creusent-ils leur propre tombe ?

KONRAD YAKABUSKI



Si l'avait voulu, le ministre des Finances Bill Morneau aurait pu facilement équilibrer le budget fédéral cette année, comme son parti avait promis de le faire lors de la campagne électorale de 2015. Les revenus gouvernementaux ayant augmenté de 6 % l'an dernier et de 6,7 % cette année, M. Morneau voyait le déficit fondre comme neige au soleil. Il avait besoin d'un effort supplémentaire pour que le gouvernement n'élimine pas le déficit dès cette année. Le fait qu'il ait choisi non pas d'équilibrer le budget, mais plutôt de recourir à des déficits encore plus grands et même infinis en dit long sur la stratégie électorale des libéraux en 2019.

Rappelons qu'en 2015, les libéraux de Justin Trudeau s'étaient engagés à recourir à de légers déficits d'environ dix milliards par année durant les trois premières années de leur mandat afin de stimuler l'économie et d'investir davantage dans les infrastructures. Mais tout devait rentrer dans l'ordre avec le retour d'un budget équilibré en 2019-2020.

La décision de 2015 des libéraux de rompre avec la religion des budgets équilibrés, à laquelle même les néodémocrates de Thomas Mulcair avaient adhéré, fut un moment clé de la dernière campagne qui a permis à M. Trudeau de se présenter comme le vrai leader progressiste parmi les trois principaux chefs de parti. Son astuce a fonctionné à merveille, et bien des néodémocrates reprochent toujours à M. Mulcair d'avoir commis une erreur stratégique en cherchant à occuper le centre de l'échiquier politique alors que les libéraux viraient à gauche.

On pouvait difficilement critiquer les libéraux d'avoir voulu augmenter les investissements en infrastructures ou promis d'instaurer une allocation pour enfants qui allait grandement contribuer à une baisse de la pauvreté chez les familles canadiennes.

Mais en cours de route, le déficit, qui devait être le moyen utilisé pour réaliser des politiques publiques chères aux libéraux, s'est transformé en symbole politique. Les libéraux se sont aperçus que pour l'électorat progressiste qu'ils courtaisaient, les budgets équilibrés étaient considérés comme étant l'apanage de la droite s'inscrivant dans une idéologie de marché.

Cela explique pourquoi le budget déposé par M. Morneau cette semaine a multiplié les nouvelles dépenses. En l'occurrence, les déficits que prévoit M. Morneau au cours des cinq prochaines années ne sont pas la conséquence des efforts du gouvernement pour aider la classe moyenne canadienne, comme il le prétend, mais bien une fin en soi. À la différence des investissements en infrastructures ou de l'allocation canadienne pour enfants, la plupart des 23 milliards en nouvelles dépenses prévues dans le budget n'ont rien de structurant. Peu des nouvelles mesures annoncées dans le budget répondent à un besoin social criant, mais servent plutôt à prouver que les libéraux ont renoué avec leurs vieilles habitudes interventionnistes et n'ont pas peur de se servir de l'État pour redistribuer la richesse.

Le budget libéral place les néodémocrates de Jagmeet Singh dans une position difficile. Afin de ravir le titre progressiste aux libéraux, le NPD devra promettre des déficits encore plus grands et encore plus d'interventions de l'État. Mais en se positionnant davantage à gauche que les libéraux, le NPD verrait son électorat potentiel se rétrécir comme peau de chagrin.

Les conservateurs, pour qui le déficit zéro et les baisses d'impôt sont les priorités, se retrouvent avec une autre sorte de problème. En pointant le PC comme le parti de l'austérité, les libéraux veulent convaincre des millions de Canadiens de la classe moyenne qui s'inquiètent pour leur avenir financier que les conservateurs n'ont à cœur que les intérêts des plus riches de la société. C'est d'ailleurs ce qui explique que le dernier budget Morneau ne contenait aucune baisse d'impôt pour les entreprises, malgré les revendications de la communauté d'affaires canadienne, laquelle prétend que la compétitivité canadienne ne cesse de baisser par rapport à celle des États-Unis en raison des baisses d'impôt octroyées par le gouvernement de Donald Trump.

Le pari que font les libéraux est que l'économie canadienne, qui a sérieusement ralenti au dernier trimestre de 2018, aura repris du poil de la bête lorsque les Canadiens iront aux urnes. Cela pourrait être en octobre, comme prévu, ou plus tôt, si M. Trudeau décide qu'en attendant jusqu'à l'automne, le climat politique risque de pourrir davantage à son égard.

Mais si l'économie tombe en récession dès le printemps, les décisions budgétaires de M. Morneau risquent de revenir le hanter. Une récession ferait monter en flèche les stabilisateurs automatiques, telles les prestations d'assurance-emploi, plongeant Ottawa encore davantage dans le rouge. M. Morneau serait alors perçu comme un mauvais gestionnaire des finances publiques, ayant préféré multiplier les dépenses discutables à des fins électoralistes au lieu de s'être gardé une marge de manœuvre en cas de récession. C'est ainsi que les déficits pourraient vite devenir un boulet électoral.

### Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com). Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

## La philanthropie est-elle vraiment au service des communautés ?

Caroline Toupin

Réseau québécois de l'action  
communautaire autonome

La semaine dernière, le grand public apprenait que le docteur Julien et sa conjointe faisaient face à des dénonciations de harcèlement au sein de leurs équipes et à des démissions massives.

Ces informations ont permis à la population en général de découvrir une facette sombre des centres de pédiatrie sociale, en contraste avec l'image idéalisée qui circule. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il s'agit uniquement d'un problème de style de gestion.

Depuis des années, nous dénonçons les sommes récurrentes que les centres de pédiatrie sociale du docteur Julien raflent par millions versés à même nos deniers publics. Alors que nos organismes communautaires, créés par et pour la communauté, sont affamés, la Fondation du docteur Julien a reçu pas moins de 45 millions depuis 2016 pour financer une trentaine de centres. Même si les centres de pédiatrie se prévalent d'une mission sociale, rappelons-nous qu'ils sont gérés comme une entreprise familiale qui appartient à ses fondateurs et non à la communauté. C'est là toute la différence avec les organismes communautaires.

De plus, on a souvent mis en avant le caractère « novateur » des centres de pé-

diatrie sociale du docteur Julien. Or, il s'agit d'un modèle qui est largement inspiré de l'approche des organismes communautaires et des CLSC. Que les CLSC, à l'instar d'autres services publics, ne soient plus capables d'assurer cette mission adéquatement aujourd'hui par manque de ressources devrait nous pousser à mieux les financer plutôt que de créer des avatars privés de ces mêmes services.

Alors que le système philanthropique érige des vedettes de la charité, nous, organismes de l'action communautaire autonome (ACA), créons tous les jours des leviers collectifs où les communautés reprennent le pouvoir sur leurs vies. Nous construisons des espaces et des infrastructures résilientes où la solidarité est la valeur qui prime et où les gains ne sont pas seulement quantifiables en nombre de services ou d'individus bénéficiaires, mais en avancement des droits et d'autonomisation des collectivités.

À peu près dans la même période, nous apprenions que la Fondation McGill recevait un don de 200 millions de dollars de la part des philanthropes John et Marcy McCall MacBain pour financer le séjour universitaire de 15 étudiants par année à l'Université McGill. Soulignons qu'environ la moitié de cette somme est financée par la société québécoise, grâce aux crédits d'impôt.

## III MOUVEMENT SOCIAL

# Robespierre, un gilet jaune?

Le révolutionnaire n'a cessé de prendre des positions radicales en faveur du peuple

Une fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés d'histoire le défi de décrypter un thème d'actualité à partir d'une comparaison avec un événement ou un personnage historique.

Antonin-Xavier Fournier

Professeur de science politique, Cégep de Sherbrooke

Philippe Munch

Professeur d'histoire, Cégep de Sherbrooke

# L

e mouvement social et politique des gilets jaunes est probablement la plus grande crise qu'a vécue la France depuis mai 1968. Cette crise, contrairement à la croyance populaire, n'a rien de surprenant. Elle est en fait le résultat d'un amalgame complexe de problématiques pour lesquelles il n'existe pas de solutions simples.

Sur le plan politique, les espoirs suscités par Emmanuel Macron étaient à la hauteur des transformations gigantesques qu'il a provoquées avec le mouvement En marche !. En l'espace de quelques semaines, la V<sup>e</sup> République allait mettre fin à la dialectique partisane qui l'animait depuis sa fondation en 1958 en sanctionnant lourdement les partis traditionnels. Au passage, le Parti socialiste a été presque anéanti et les partis de droite, d'allégeance gaulliste, ont subi une très lourde défaite. De plus, la percée de Marine Le Pen au deuxième tour laissait déjà entrevoir que la révolte populaire n'était pas très loin.

Il faut se rappeler que les deux prédécesseurs du président Macron n'ont pas réussi à remplir leurs principaux engagements électoraux et que la population avait déjà une faible estime du pouvoir politique. À ce chapitre, il y a donc dans la déception actuelle du « mouvement Macron » un ressentiment envers les échecs successifs de Nicolas Sarkozy et de François Hollande.

Si la France devait connaître une troisième présidence « manquée » en 15 ans de vie politique, cela pourrait ouvrir la porte à une révolution politique plus brutale... Pensons entre autres à la prise du pouvoir par le Front national ou encore à une percée de La France insoumise, qui ne serait pas sans rappeler le Front populaire de la grande crise des années 1930.

À cette déception politique s'ajoute une situation économique moribonde. La France connaît depuis longtemps une croissance anémique. Depuis 2012, la croissance moyenne du PIB est de 1 %, ce qui pèse sur l'endettement très élevé du pays et sur la marge de manœuvre des politiciens afin de lancer des réformes en douceur ou encore de proposer de nouvelles mesures sociales. Ce bilan déjà morose est renforcé par une pression fiscale importante, la France étant parmi les pays les plus imposés au monde. Finalement, le taux de chômage demeure très élevé, particulièrement chez les jeunes. Bref, la situation économique laisse peu d'espoir aux citoyens qui se sentent abandonnés par les réformes de Macron et par le dérèglement du système économique.

Sur le plan culturel, les Français, au contraire des Québécois, ne sont pas des apôtres du consensus et aiment bien descendre dans la rue. Il y a là un amour véritable de la revendication, souvent violente, ce que prouvent par ailleurs les nombreux épisodes révolutionnaires depuis 1789 et la multitude de régimes. En ce sens, la présidence



Des droits pour tous les hommes, peu importe leurs conditions sociales, religieuses ou raciales, tel est le credo de l'Incorruptible.

ILLUSTRATION: TIFFET

de Macron et la révolte des gilets jaunes, peu importe le résultat des discussions en cours, signifient peut-être la fin de la V<sup>e</sup> République et le début d'une nouvelle phase révolutionnaire.

## Robespierre et la crise

Dans ce moment trouble et agité de la République, qui rappelle le climat social et politique à la veille de la Révolution, certains politiciens n'hésitent pas à se réclamer de, voire à s'identifier à, Robespierre (1758-1794), l'une des figures révolutionnaires les plus controversées de l'Histoire française. D'ailleurs, Jean-Luc Mélenchon, leader de La France insoumise, voit en lui un véritable défenseur du peuple.

Maximilien Robespierre, un gilet jaune ? Comme avocat d'Arras épris des Lumières, puis député jacobin à l'Assemblée nationale constituante à Paris, le révolutionnaire n'a cessé de prendre des positions avancées et radicales en faveur des droits du peuple, au point de devenir rapidement aux yeux de tous l'Incorruptible, l'homme public vertueux qui consacre et sacrifie sa vie personnelle à l'intérêt collectif : « Je suis du peuple, je n'ai jamais été que cela, je ne veux être que cela ; je méprise quiconque a la prétention d'être quelque chose de plus. » L'affaire semble donc entendue : Robespierre aurait été un porte-parole du mouvement qui secoue actuellement la France.

En réalité, la réponse n'est pas aussi simple qu'elle le paraît à la lumière des polémiques biséculaires qui entourent ce personnage sulfureux. Pour les uns, l'homme de droit et de loi est un grand républicain, pourfendeur des élites et militant de la liberté et de l'égalité pour tous, des plus pauvres de la société jusqu'aux exclus, comme les Juifs et les Noirs. Pour les autres, c'est l'incarnation du mal en politique, le tyran sanguinaire qui fait exécuter ses adversaires politiques en masse, un génocidaire, un idéologue à l'origine de toutes les dérives totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle.

Si plusieurs lectures et interprétations sont ainsi possibles et coexistent depuis l'événement révolutionnaire lui-même, c'est que l'homme politique a fini par incarner l'esprit de la Révolution dans toutes ses contradictions et ses ambivalences, à la fois comme expérience fondatrice de la France moderne, mais aussi comme un moment tragique marqué par un régime de terreur et de violence incapable d'instaurer une démocratie stable. Revisiter l'héritage politique et philosophique de cette figure centrale et marquante de la Révolution à travers les événements présents permet de jeter un éclairage

original sur le révolutionnaire, tout en inscrivant le mouvement des gilets jaunes dans la longue histoire de la France.

## Justice populaire

Comme l'a bien souligné Marcel Gauchet dans son dernier et plus récent essai (2018), Robespierre n'est pas un penseur au sens classique, comme Locke, Montesquieu ou Rousseau, son père intellectuel. S'il n'a pas produit de doctrine ni de pensée bien spécifique, c'est lui qui donne à la Révolution sa dimension philosophique, en devenant le porte-parole le plus intransigent de la Déclaration des droits de l'homme adoptée en août 1789. Des droits pour tous les hommes, peu importe leurs conditions sociales, religieuses ou raciales, tel est le credo du député. C'est ainsi qu'il s'oppose avec véhémence au suffrage censitaire réservé aux plus nantis et à la distinction entre citoyens actifs et passifs qui en découle. Pour Robespierre, c'est remplacer la caste privilégiée des nobles par une nouvelle forme d'aristocratie, la plus insupportable de toutes, celle des riches.

Les grands principes fondamentaux et imprescriptibles doivent se traduire dans la pratique de la vie politique et sociale. C'est ici que Robespierre rejoint tout particulièrement les gilets jaunes en traduisant la volonté des sans-voix, des déclassés, bref de la France d'en bas, ceux qu'on appelait à l'époque les sans-culottes. Face aux tenants d'un libéralisme effréné et sans balise, il rappelle la première loi sociale, qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister. [...] Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même. Il appelle à la moralisation du commerce et défend ainsi l'instauration d'un prix juste sur le blé.

Comment ne pas faire un parallèle avec les revendications actuelles sur le pouvoir d'achat et plus spécifiquement sur le prix de l'essence ? Robespierre ira jusqu'à proposer un impôt progressif qui épargne les plus pauvres : « Les citoyens dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance doivent être dispensés de contribuer aux dépenses publiques, les autres doivent les supporter progressivement selon l'étendue de leur fortune. » La révolte fiscale fait ainsi écho à des combats menés depuis la Révolution pour une juste contribution de chacun au bien commun.

Comment Robespierre aurait-il réagi face aux manifestations et à leurs débordements les plus extrêmes ? Il n'aurait pas été rebuté, bien au contraire. Il aurait justifié les violences au nom

d'une certaine justice populaire, en insistant sur le prix à payer pour défendre les droits les plus fondamentaux : « Voulez-vous une révolution sans révolution ? » Il aurait même imputé la responsabilité au pouvoir exécutif : « Quand le peuple meurt de faim, il s'attroupe, il faut donc remonter à la cause des émeutes pour les apaiser. » Et cette cause, ce sont les mesures prises par le gouvernement d'Édouard Philippe sous l'impulsion de la politique générale du président Macron. Dans cette perspective, Robespierre aurait bien scandé au sein de l'hémicycle de l'Assemblée nationale : Macron démission !

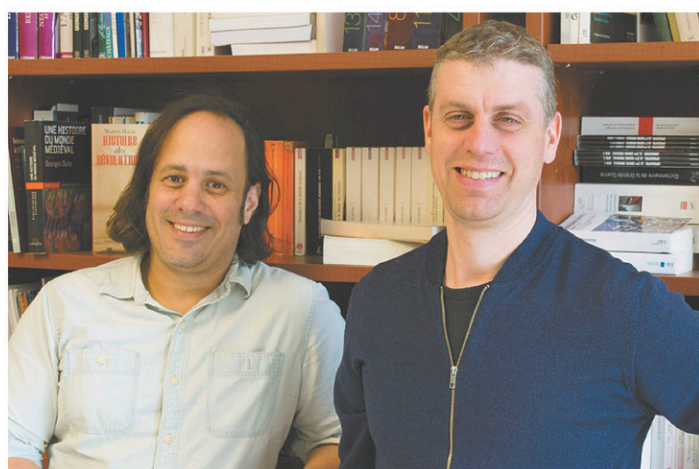
## Homme d'État

Arrêter ici l'exercice de comparaison passerait sous silence le Robespierre homme d'État sous la Terreur (1793-1794), au moment où la République est menacée de toutes parts. Comme membre le plus influent du Comité de salut public, chargé de mettre en place les politiques d'exception pour sauver la patrie, il porte une lourde responsabilité dans les dérives violentes du régime, comme l'arrestation des leaders populaires enrégimentés (Roux, Varlet, Leclerc) et hébertistes (Hébert, Ronsin, Vincent), et la mise au pas du mouvement des sans-culottes.

Le glaive révolutionnaire doit s'abattre sur les ennemis intérieurs qui tentent de désorganiser le gouvernement républicain, ceux que Robespierre désigne comme de faux et ultrarévolutionnaires par leur zèle hypocrite et l'excès de patriotisme. En ce sens, l'homme d'État aurait applaudi à l'arrestation d'Éric Drouot, l'un des porte-parole les plus emblématiques des gilets jaunes, et aurait appuyé du même coup la répression policière de toute agitation sociale. Aussi, comme jacobin centralisateur, il aurait vu d'un mauvais œil une contestation disséminée à travers la France qui remet en question le rôle central de Paris.

Difficile de prédire avec précision comment Robespierre aurait réagi face au mouvement populaire des gilets jaunes, et les contradictions du personnage nous incitent à la prudence. Chose certaine, il faut bien l'avouer, le grand débat national, malgré un succès relatif, a des odeurs d'opération de marketing politique, ce qui n'est pas sans rappeler l'organisation précipitée des États généraux de 1789... Le président saura-t-il traduire en gestes concrets les doléances du peuple et tirer ainsi des leçons de l'Histoire ? Les élections européennes en mai offriront une première réponse à cette question.

Pour proposer un texte ou pour faire des commentaires et des suggestions, écrivez à Dave Noël, dnoel@ledevoir.com.






Philippe Munch et Antonin-Xavier Fournier

SYLVAIN MARTEL CÉGEP DE SHERBROOKE

# ADRESSES DE PRESTIGE

REGROUPEMENT IMMOBILIER

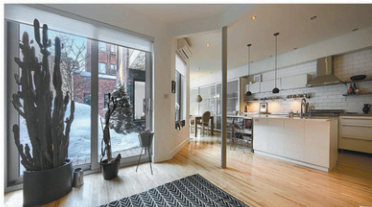
**On s'occupe de tout mais surtout de vous.**

**JOELLE GERVAIS**  
**CAROL NADON**  
COURTIERS IMMOBILIERS


**514.271.2131**  
votreagentdouble.com

**JEANNE MANCE**



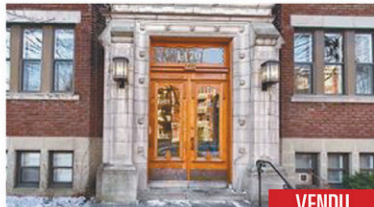
**4564 RUE JEANNE-MANCE**  
MONTREAL  
RDC, 2CAC, garage, grande terrasse. À deux pas de la montagne, du Parc Jeanne-Mance, un espace exceptionnel rénové avec goût. Fenestration abondante côté sud, luminosité constante dans l'aire de vie.  
895,000 \$ centris 28004764

**BLOOMFIELD**




**480 AV. BLOOMFIELD**  
MONTREAL  
Magnifique haut de duplex, 3CAC, terrasse, garage. Spacieux et lumineux! face au Parc St-Viateur. À deux pas de l'Avenue Bernard, des écoles primaires et secondaire.  
895,000 \$ centris 24899868

**BERNARD**



**1470 BERNARD APP 9**  
MONTREAL  
3<sup>e</sup>, 2 CAC, stationnement extérieur. Unité de coin dans un immeuble à l'architecture classique des années 20. À proximité de tous les services: métro, théâtre, restos et parcs. La vie de quartier à son meilleur!  
Centris 21691253

**AHUNTSIC**



**12360 RUE DE ST-RÉAL**  
MONTREAL  
Charmante maison victorienne détachée, avec grand jardin et piscine. 4 CAC, 2 1/2 SDB, stationnement. Accès à la Rivière, à la piste cyclable et au boisé du Parc. Au Nord du Boulevard Gouin.  
Centris 10411553

## AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

**AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION**  
(articles 136 et 137 C.p.c.)

**Avis est donné à :**

Nom	Numéro de dossier
ROCK VLADIMIR : 16-3355 MONT ROYAL, LONGUEUIL QC, J4T3L2	505-32-702478-182
DJEDJE MARIE-LAURENCE : 63 RUE ROUVILLE, LONGUEUIL QC, J4K2W1	505-32-702628-182
CHARBONNEAU MARC-ANDRE : 2401 RUE APRES APP.9, MARIVILLE QC, J3M1K3	505-32-037179-182
DENEIGEMENT POLAIRE : 1-4320 LEGAULT, LONGUEUIL QC, J3Y3W8	505-32-702554-180
TURGEON FRANCESCA : 752 TERRASSE DECELLES, LONGUEUIL QC, J4L3T8	505-32-037354-181

de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de Longueuil situé au 1111 boulevard Jacques-Cartier Est, Longueuil, Qc, J4M 2J6 dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Le présent avis est publié aux termes d'une ordonnance rendue le 13 mars 2019 par le greffier dans les dossiers portant les numéros ci-haut mentionnés.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Longueuil, le 21 mars 2019.  
Maharani Luxmi Gooljar, Greffière-adjointe de la Cour du Québec

**Appel d'offres**

Rivière-des-Prairies  
Pointe-aux-Trembles  
**Montréal**

**REPORT DE LA DATE D'OUVERTURE DES SOUMISSIONS**

**Appel d'offres : PRO-IMM19-0868-01**

**Descriptif :** Services professionnels pour la réfection du toit et des corniches du Centre Communautaire Roussin situé au 12125, rue Notre-Dame Est à Pointe-aux-Trembles : Immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle (juridiction municipale)

**DATE D'OUVERTURE DES SOUMISSIONS**

L'ouverture des soumissions prévue pour le 3 avril, est reportée au **mercredi 17 avril à 11 h**, à la Maison du citoyen située au 12090, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H1B 2Z1.

**Important :** Une visite obligatoire des lieux devra se faire entre le 8 et le 12 avril 2019.

La date limite pour prendre rendez-vous est le mercredi 10 avril 2019.

Montréal, le 23 mars 2019.  
Le secrétaire d'arrondissement  
Charles-Hervé Aka

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
(795 C.c.Q.)

Avis est par les présentes donné qu'à la suite du décès de Andréa Roussin, en son vivant domiciliée au 51, rue Deschamps, Lanoraie (Québec), J0K 1E0, survenu le 21 octobre 2018, un inventaire a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés en l'étude de Me Karine Lussier, notaire au 691, rue De Montcalm, Berthierville (Québec), J0K 1A0.

Donné ce 20 mars 2019.  
Christiane Doucet,  
liquidatrice

**AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE**

Dans l'affaire de la faillite de : **8868212 Canada inc.** Personne morale légalement constituée ayant son principal établissement au 104-3140, rue Joseph-Monier, Terrebonne (QC) J6X 4R1

Débitrice

AVIS est par les présentes donné que 8868212 Canada inc. a fait cession le 14 mars 2019 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 4 avril 2019 à 10h00 au bureau du Syndic, 400, boul. St-Martin Ouest, bureau 305, Laval.

Fait à Laval, le 20 mars 2019

**NATHALIE BRAULT**  
SYNDIC INC., Syndic autorisé en insolvabilité  
Nathalie Brault,  
CPA, CMA, CIRP, SAI  
Syndic administrateur

400, boul. St-Martin Ouest, Suite 305  
Laval (Québec) H7M 3Y8  
Tél. : 450-238-1445 / 514-228-1822  
Télec. : 450-933-3405

**NB**  
NATHALIE BRAULT  
PROF. QUÉBÉCOISE EN INSOLVABILITÉ

**HEURES DE TOMBÉE**

**Avis légaux et appels d'offres**

**Les réservations doivent être faites avant 16 h pour publication deux (2) jours plus tard.**

Publications du **lundi** :  
Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du **mardi** :  
Réservations avant **16 h le vendredi**

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

**AVIS PUBLIC**

Ville-Marie  
**Montréal**

**DEMANDES D'AUTORISATION D'EXERCER UN USAGE CONDITIONNEL**

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), sur les demandes approuvant :

- pour une partie du bâtiment projeté portant les numéros 3455-3457, avenue du Musée, l'usage « musée », et ce, conformément au paragraphe 2<sup>e</sup> de l'article 153 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) (dossier 11948869003),
- aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages du bâtiment portant le numéro 1318, rue Sainte-Catherine Est, l'usage « habitation », et ce, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 247 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) (dossier 1190607003).

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 9 avril 2019, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes d'autorisation peut communiquer avec la Division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossiers indiqués précédemment.


Fait à Montréal, le 23 février 2019

Le secrétaire d'arrondissement,  
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : [www.ville.montreal.qc.ca/villemarie](http://www.ville.montreal.qc.ca/villemarie)

## MÉTÉO

**Météo Média**



Le lever du soleil: 6h51  
Coucher du soleil: 19h09

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Var 5/-3	Var 1/-3	Londres	Nua 13/5	Var 13/6
Moncton	Plu 4/-3	Sol 7/-5	Los Angeles	Ave 20/11	Sol 22/12
Saint-Jean	Mel 3/-2	Sol 5/-3	Mexico	Sol 25/11	Sol 27/12
Toronto	Sol 6/-1	Sol 10/-4	New York	Var 7/1	Sol 12/6
Vancouver	Plu 12/5	Ave 11/5	Paris	Var 17/6	Var 14/3
Winnipeg	Sol 8/-6	Sol -2/-12	Tokyo	Plu 8/3	Var 12/4

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui	-4	4/-7	-2/-10	-2/-9
Quelques flocons (pdp 40%).	Ciel dégagé.	Pluie ou neige (pdp 40%).	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui	-4	3/-10	-4/-13	-4/-12
Quelques flocons (pdp 40%).	Généralement dégagé.	Neige fondante (pdp 40%).	Généralement ensoleillé.	Passages nuageux.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui	-6	5/-9	-2/-12	-1/-11
Généralement ensoleillé.	Ciel dégagé.	Pluie ou neige (pdp 40%).	Généralement ensoleillé.	Ensoleillé.

**IMPRÉVISIBLE. COMME PRÉVU!**  
DÉCOUVREZ-EN PLUS

# Fou de cinéma?

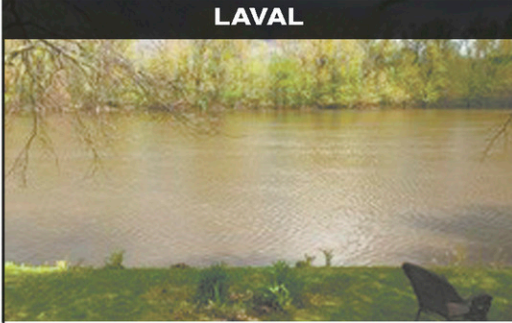
Chaque samedi, dans l'édition papier du *Devoir*

**ED**  
MAGAZINE  
LEDEVOIR



# ADRESSES DE PRESTIGE

REGROUPEMENT IMMOBILIER



LAVAL

**Bord de l'eau, des Mille-Iles,**  
Beau bungalow, terrain 8000 pi.ca. calme et champêtre,  
à 20 minutes du métro Henri-Bourassa.  
329 000\$

**MICHEL BERGERON 514-824-4541**  
Courtier immobilier agréé, Re/max Alliance inc.



**AHUNTSIC (VIEUX-BORDEAUX)**  
**VISITE LIBRE - Dimanche 24 mars 14h à 16h**

**Grande maison de pierres - 12161 rue Letellier**  
modernité dans un cadre architectural d'époque.  
599 000 \$

**L'AUTHENTIQUE PERLE RARE OUTREMONTAISE !**

Grâce au respect et à l'entretien préventif du propriétaire actuel depuis des décennies.  
Maison familiale DÉTACHÉE de 12 pièces dont 5 chambres à l'étage plus: séjour, bureau et chambre au rez-de-chaussée et grande s/familiale au sous-sol.  
Exceptionnellement, GARAGE CHAUFFÉ INTÉGRÉ.  
Possibilité de 3 stationnements extérieurs à l'arrière plus celui déjà existant à l'avant.  
Le tout sur un TERRAIN de 5141 p.c.

**755 AVE ROCKLAND 1,795,000\$ CENTRIS: # 125 542 47**

Depuis bientôt 31 ans  
**Charlotte MICHAUD**  
cmichaud@sutton.com  
**514.894.0866**  
10h à 22h  
groupe sutton-immobilia inc.  
Agence immobilière  
514.272.1010

## Boisé DU GOLF

Splendide maison située dans le secteur du boisé à Lachenaie / Terrebonne, de modèle exclusif et haut de gamme. Complètement rénové, construction minutieuse avec souci du détail. **Véritable clé en main!**

Trois (3) chambres de grandes dimensions, 2 salles de bains + 2 salles d'eau. Immense terrain boisé de 32000 pieds carrés, intime avec aucun voisin à l'arrière et paysagé par un professionnel. Piscine creusée, chauffée au sel. Splendide chambre des maîtres avec salle de bain privé et très grand walkin. Cuisine équipée d'appareils haut de gamme Miele, système de son encastré dans toutes les pièces de la maison. Système d'irrigation, plancher chauffant, deux thermopompes centrales. Sous-sol fini avec une salle d'eau et grand garage double.

Visitez la maison sur [www.maisonavendrelachenaie.ca](http://www.maisonavendrelachenaie.ca)  
**514.913.7882**

**Aussi simple que ça!**

**David et Alexandre.com**  
VOS COURTIERS IMMOBILIERS RE/MAX  
David Roux inc. et Alexandre Meloche inc.  
**514.374.4000**

**LAC BROME**

**UN COIN DE PARADIS!** - 57 acres, érables et sentiers, une maison rénovée, matériaux et finition d'excellente qualité, un garage double, logement d'invités au-dessus. Secteur recherché non loin de Bromont. **725 000\$**

**LOIS HARDACKER**  
Ctr. imm. Agréé, Royal LePage Au Sommet, Agence Immobilière

**LAC BROME**

**ZONE COMMERCIALE** et résidentielle offrant une multitude de possibilités : resto, bureau, boutique, B&B et autres. En même temps, cette jolie demeure circa 1850 au caractère intemporel est votre résidence. 2 acres. **445 000\$**

**450 242-2000**  
[www.loishardacker.com](http://www.loishardacker.com)

**REALTA** agence immobilière  
realta.ca | 514 789 2889

VISITES LIBRES  
dimanche 14h à 16h

**NOUVEAU PRIX**

Outremont | 734 Wiseman 1 025 000 \$ CDN | 4976 Victoria 639 000 \$ NDG | 2301 Hampton 409 000 \$

SUR RENDEZ-VOUS  
contactez-nous!

Petite-Patrie 729 000 \$ 7119-7123 Christophe-Colomb  
Outremont adj. 699 000 \$ 5586 av. de Woodbury  
Plateau 539 000 \$ 4705A Garnier  
Ahuntsic 649 000 \$ 1682-1684 Linden

Sacré-Coeur 7 775 000 \$ 66 ch. de la Pointe-à-Gagnon  
Morin-Heights 145,000 \$ 135 Promenade des Cervidés  
St-Adolphe d'Howard 390 000 \$ Chemin des Verdier

À LOUER  
à voir!

Pierrefonds 6 000 \$ / par mois 5260 rue Lakeview  
Plateau 2 600 \$ / par mois 5700 av. De Lorimier  
Plateau 1500 \$ / mois 4693 rue Berri  
Outremont 1 200 \$ / mois 30 ch. Bates app. 305

## Une question de valeurs

J'ai fondé REALTA en janvier 2008 sur une promesse : faire du courtage immobilier de façon différente, résolument moderne. Pour nos clients. En faisant de la satisfaction de leurs exigences notre raison d'être. C'est notre image de marque et le fondement de notre succès. C'est une question de valeurs.

**ÉQUIPE FRANÇOIS BISSONNETTE**  
courtier immobilier agréé